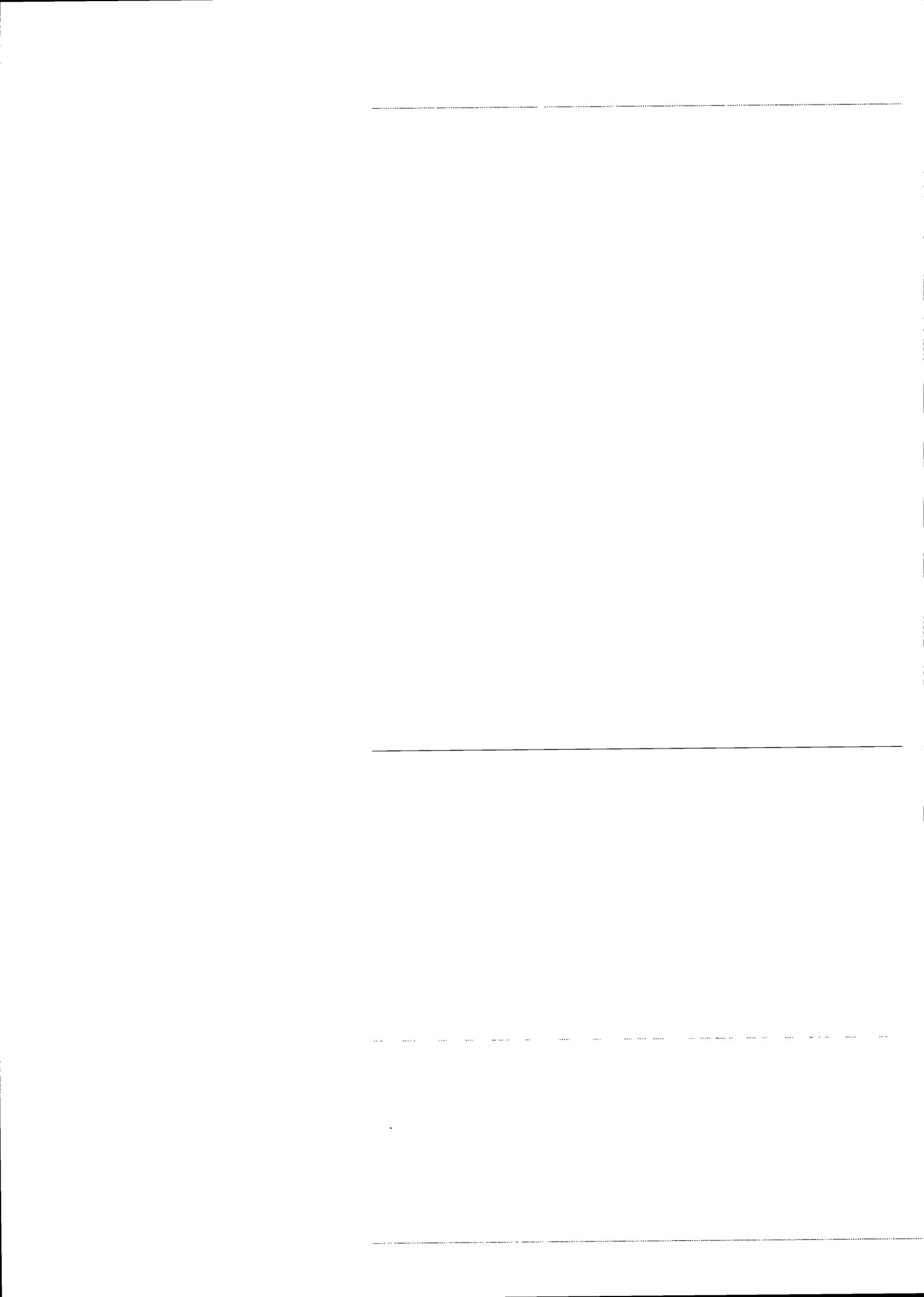


RAPPORT ANNUEL 2016

AGO & AGE du 26/10/2017



SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| Lettre du président du conseil | 02 |
| PARTIE I : | |
| • Présentation de la S.T.I.P | 04 |
| • Activité et résultats | 06 |
| • Participations | 14 |
| • Actionnariat | 15 |
| • Organe d'administration et de direction | 17 |
| • Historique de la valeur S.T.I.P | 19 |
| • Affectation des résultats | 19 |
| • Gestion des ressources humaines | 22 |
| • Éléments sur le contrôle interne | 23 |
| | |
| PARTIE II : | 26 |
| • Rapport général des commissaires aux comptes | 27 |
| • Rapport spécial des commissaires aux comptes | 30 |
| • Etats financiers | 33 |
| ➤ Bilan | 33 |
| ➤ Etat de résultat | 35 |
| ➤ Etat de flux de trésorerie | 36 |
| ➤ Notes aux états financiers | 37 |
| Projet des résolutions de l'AGO | 66 |
| Projet des résolutions de l'AGE | 70 |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |

LETTRE DU PRESIDENT DU CONSEIL

Durant l'année 2016, la STIP n'a fait que cumuler les résultats négatifs aussi bien sur le plan production que chiffre d'affaires d'où la perte record de 49.662 millions de dinars au 31/12/2016. Cette situation chaotique est due notamment aux arrêts répétés de la production depuis la fin de l'année 2015, suivie au début de l'année 2016 en raison de la rupture de l'approvisionnement en matières premières pour défaut de financement du cycle d'exploitation par les établissements bancaires compte tenu du classement de la STIP, aggravé par un arrêt total de la production des deux usines depuis mai 2016.

De même, sur le plan commercial la situation s'est encore empirée par la libération totale de l'importation des produits fabriqués localement, ainsi que le non respect du cahier des charges, et des manufactures fictives de rechapage de pneus. Sur le plan social, l'usine de la STIP de M'saken a connu une grève sauvage marquée par l'interdiction de tout accès à l'usine qui s'est étalé sur plusieurs mois et qui a engendré des conséquences néfastes sur les équilibres financier et social de l'entreprise.

Cette perte s'ajoute aux résultats négatifs enregistrés depuis plus qu'une décennie suite à une gouvernance marquée par de mauvais choix stratégiques, un engagement social privilégié et démesuré, des décisions stratégiques non honorées par les actionnaires...

Durant l'année 2016, la STIP a connu un changement important de sa structure d'actionariat. En effet, la société AFRICA HOLDING s'est affranchie de plus que 70% du capital de la STIP suite à des acquisitions réalisées auprès d'actionnaires historiques de la STIP (la BID, la STUSID BANK..) et suite à l'opération d'offre publique d'achat obligatoire ouverte du 29/08 au 29/09/2016. Ainsi, et en date du 07/09/2016, le conseil d'administration m'a nommé comme Président Directeur Général de la STIP en succession de Mr Riadh BERRJEB, démissionnaire. La nouvelle direction a proposé un plan de restructuration visant le sauvetage de l'entreprise et l'assurance de sa pérennité et son développement.

Ce plan stratégique s'articule principalement sur quatre axes : Industriel, commercial, financier et social. Aussi, il est à préciser que le mouvement social a pris fin le 09/12/2016, date de la reprise de la production après environ 6 mois d'arrêt continu des deux usines.

L'année 2017 s'annonce encore plus difficile, notamment avec la persistance des grèves à l'usine de M'Saken, l'effondrement du taux de change, les difficultés commerciales résultant de la non application du cahier des charges organisant les opérations d'importation de pneus, le refus de la demande de mise en chômage technique formulée par la société objet des deux réunions de conciliation en dates du 6 avril 2017 et du 4 mai 2017...

Malgré ces contraintes et ces difficultés majeures, la Direction Générale de la STIP maintient son engagement de sauvegarder les intérêts de la société et de procéder à son développement et épanouissement par la mise en place d'un business plan intégrant les choix stratégiques notamment en matière de partenariats touchant les domaines technologiques, industriels et commerciaux.

LE PRESIDENT DU CONSEIL
Abdelkader DRIDI

PARTIE I

I- Présentation de la Société

Dénomination sociale :

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques « S T I P »

Forme juridique :

Société Anonyme

Objet social : selon l'article 3 des statuts

La société a pour objet la fabrication et la commercialisation de pneumatiques et tout autre article en caoutchouc manufacturé

De manière générale, l'objet social englobe toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières pouvant se rattacher à l'objet précité par voie de création de sociétés nouvelles d'apport, fusion, consortium, de filiale, de sous-traitance, de prise de gérance, de fond de commerce ou d'industrie ou autrement.

Capital social :

Le capital de la société est actuellement de douze millions six cent vingt trois mille quatre cent soixante neuf dinars « 12 623 469 DT » divisé en quatre millions deux cent sept mille huit cent vingt quatre « 4 207 823 » actions nominatives de trois dinars chacune.

Siège social :

Centre Urbain Nord, Boulevard de la Terre BP n° 77 – Tunis – El Khadhra 1003

E-mail : amine.dg@stip.com.tn

Usine 1 :

Route de Kairouan Km 13 M'saken

Usine 2 :

7050 Menzel Bourguiba BP 55

Date de création :

La société a été créée le 21 juillet 1980, à l'initiative de la Banque de Développement Économique de Tunisie en association avec la firme Italienne PIRELLI, acteur mondial majeur de l'industrie de pneumatiques

Effectif :

L'effectif du personnel permanent au 31.12.2016 est de 889 employés dont 100 cadres.

Système qualité et environnemental :

- Certification ISO :
 - ISO – 9001 / 2008
 - ISO – 14001 / 2004
- Par l'organisme TUV-CERT pour son système intégré de Management Qualité Environnement (SMQE)
- Homologation produit STIP 1 (usine de M'saken)
STIP 1 fabrique des pneus conformes aux normes et standards internationaux ·
D.O.T / E.T.R.T.O / E.C.E-30 (ISO-10121) / E.C.E-54 (ISO-10454)

Conseil d'administration :

Président

M Abdelkader DRIDI

Administrateurs

AFRICA HOLDING M. Montacer DRIDI
OCT M. Imed CHAAR
STIA M. Afif KHEFACHA
..... M. Hassen ALLAYA
..... M. Faouzi SKHIRI
..... M. Nabil MADANI
..... Mme. Lamia MLAYAH
..... M. Hédi BEN BRAHEM
..... M. Mohamed Lamine BOUCHAHDA
..... M. Abderrazek HALLEB
..... M. Taieb ZMERLI

Commissaires aux comptes:

AMC Ernest & Young

Financial Auditing & Consulting



II- Activité et résultats

II.A. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires hors taxes (CA HT) est défini comme suit :

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé en 2016 a atteint 41,729 MD, soit une diminution de 53 % comparaison faite aux réalisations de l'année 2015.

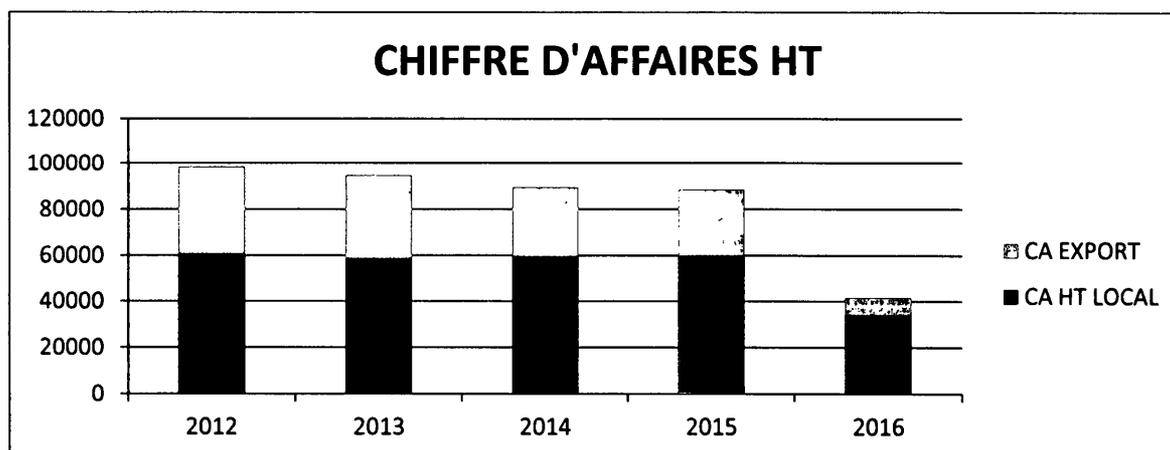
Cette diminution est la résultante de la baisse de l'activité au cours de 2016 suite aux difficultés liées à l'accès au financement du cycle d'exploitation au cours du premier semestre 2016 (notamment le financement de l'importation des matières premières) et aux protestations des employés de l'usine de M'saken.

Il en a résulté des ruptures fréquentes de stocks, et par conséquent, des arrêts successifs de la production suivis d'un arrêt total et continu de celle-ci depuis la fin du mois de mai 2016. La fin du mouvement social à ladite usine et la reprise de la production ont eu lieu en date du 9 décembre 2016

Cette période d'environ 6 mois a été marquée par l'interdiction de tout accès à l'usine de M'saken causée par les employés et par conséquent l'accès au magasin produits finis.

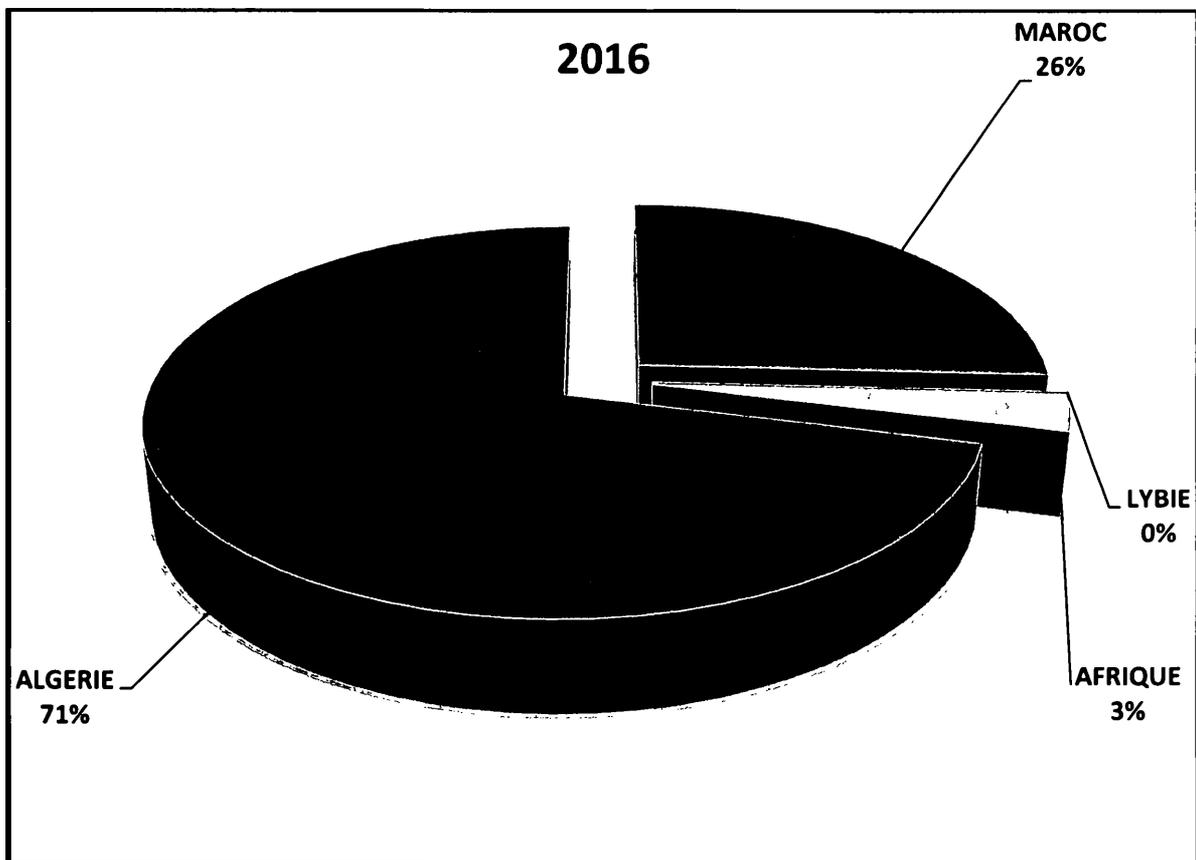
Le chiffre d'affaires de la « STIP » a évolué depuis 2012 comme suit (en milliers de dinars) :

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|-----------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| CA Total HT | 98 538 | 94 810 | 89 740 | 88 744 | 41 729 |
| CA Local HT | 60 887 | 58 740 | 59 835 | 60 207 | 34 391 |
| CA Export | 37 651 | 36 069 | 29 905 | 28 537 | 7 338 |
| Pourcentage local en tonnes | 53% | 54% | 62% | 64% | 78% |



UNITE = 1 000 Dinars

| pays | 2015 | % | pays | 2016 | % |
|--------------|---------------|------------|--------------|--------------|------------|
| MAROC | 12 491 | 44 | MAROC | 1 893 | 26 |
| LYBIE | 380 | 1 | LYBIE | 0 | 0 |
| ALGERIE | 15 444 | 54 | ALGERIE | 5 219 | 71 |
| FRANCE | 0 | 0 | FRANCE | 0 | 0 |
| AFRIQUE | 222 | 1 | AFRIQUE | 225 | 3 |
| MOYEN ORIENT | 0 | 0 | MOYEN ORIENT | 0 | 0 |
| AUTRES | 0 | 0 | AUTRES | 0 | 0 |
| TOTAL | 28 537 | 100 | TOTAL | 7 338 | 100 |



II.B. Production

La production de pneumatiques des deux usines durant l'année 2016 a atteint 2 995 tonnes, soit une diminution de 74 % par rapport aux réalisations de l'année 2015

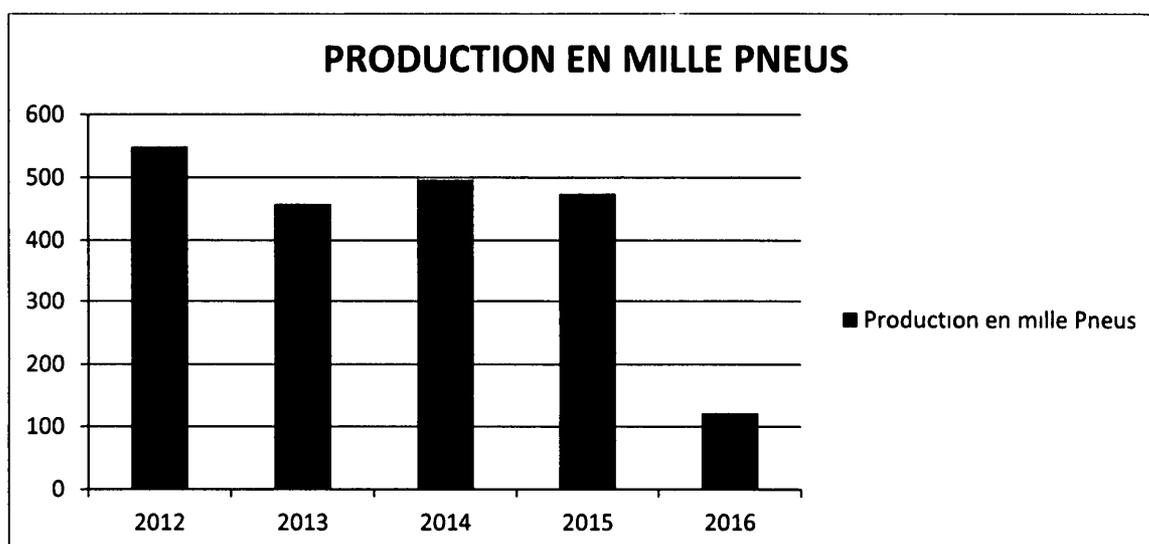
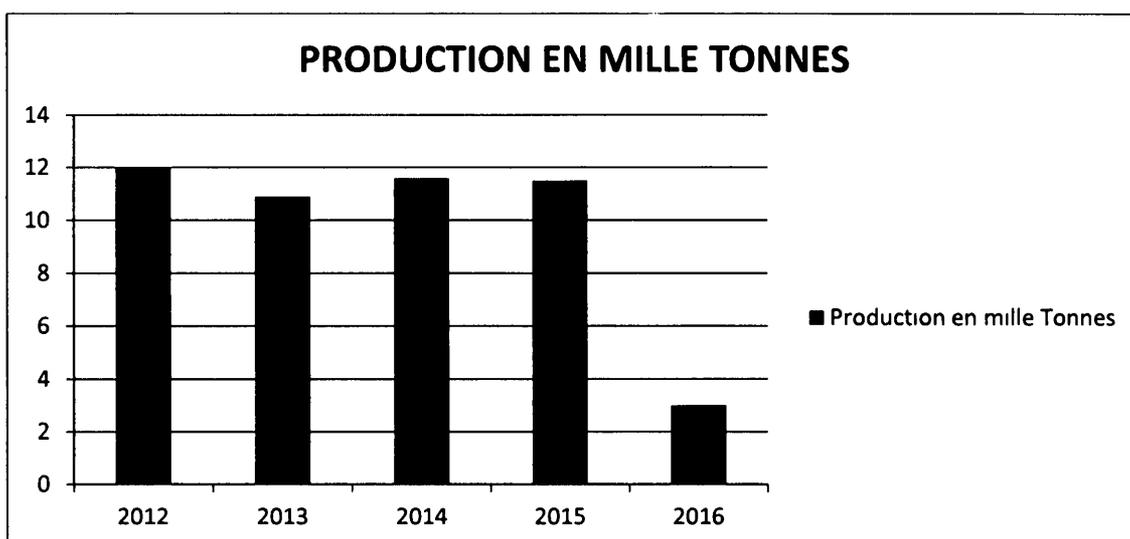
Cette diminution est la résultante :

- ↓ des difficultés liées à l'accès au financement du cycle d'exploitation au titre de premier semestre 2016.

- ✚ des ruptures fréquentes de stocks de matières premières, et par conséquent, des arrêts successifs de la production suivis d'un arrêt total et continu de celle-ci depuis la fin du mois de mai 2016.
- ✚ D'un mouvement social à l'usine de Msaken qui s'est étalé sur plusieurs mois et qui a pris fin le 09/12/2016, date de la reprise de la production après environ 6 mois d'arrêt continu des deux usines

L'évolution de la production depuis 2012 (en unités de pneus et en tonnes) est présentée dans le tableau suivant :

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|--------------|------|------|------|------|------|
| Mille tonnes | 12,0 | 10,9 | 11,6 | 11,5 | 3,0 |
| Mille pneus | 550 | 459 | 497 | 475 | 122 |



Il ya lieu de préciser que le niveau réel de la production est inférieur à la capacité nominale de production évaluée à 20,3 Mille tonnes par an pour les deux usines de M'saken et Menzel Bourguiba

Ainsi, le taux d'occupation se présente comme suit :

| ANNEE | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|-----------------------------------|------|------|------|------|------|
| Production en Mille Tonnes | 12.0 | 10.9 | 11.6 | 11.5 | 3.0 |
| Capacité en Mille Tonnes | 20.3 | 20.3 | 20.3 | 20.3 | 20.3 |
| Taux d'occupation | 59 % | 54 % | 57 % | 57 % | 15 % |

II.C. Approvisionnements et achats consommés

Coût des matières premières

Le coût d'achat des matières premières est essentiellement tributaire de la volatilité du cours mondial

Le coût moyen des matières premières consommées par tonne de pneus produits s'élève au 31/12/2016 à 3 966,742 Dinars contre 3 572,706 Dinars au 31/12/2015, soit une augmentation de 11,03 %

Coût d'énergie

La valeur de la consommation d'énergie (électricité) est passée de 4 723 610 Dinars au 31/12/2015 (410,110 Dinars par tonnes produit) à 2 140,937 Dinars au 31/12/2016 (714,877 Dinars par tonnes produit)

II.D. Investissements corporels et incorporels

Le montant des investissements s'élève au 31/12/2016 à 2 755 992 Dinars contre 2 000 337 Dinars au 31/12/2015.

Le tableau suivant retrace le solde initial des immobilisations corporelles et incorporelles, les mouvements de l'exercice 2016 (acquisitions, cessions et autres sorties), et le solde final en termes de valeurs brutes ainsi que les amortissements cumulés au 31/12/2016 par nature d'immobilisation

UNITE = 1 000 Dinars

| Immobilisations | Valeur au 31/12/2015 | Acquisition 2016 | Transfert | Cession et autres 2016 | Valeur au 31/12/2016 | Amortissements cumulés au 31/12/2016 | VCN au 31/12/2016 |
|--------------------------------------|----------------------|------------------|-----------|------------------------|----------------------|--------------------------------------|-------------------|
| Immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| Know How | 7 004 | 0 | 0 | 0 | 7 004 | -7 004 | 0 |
| Logiciels | 705 | 1 | 0 | 0 | 705 | -682 | 23 |
| Fonds de commerce | 763 | 0 | 0 | 0 | 763 | -763 | 0 |
| En cours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous total 1 | 8 472 | 1 | 0 | 0 | 8 472 | -8 449 | 23 |
| Immobilisations corporelles | | | | | | | |
| Terrain | 1 368 | 0 | 0 | 0 | 1 368 | 0 | 0 |
| Constructions | 25 762 | 0 | 0 | 0 | 25 762 | -19 512 | 7 375 |
| AAI constructions | 3 342 | 0 | 0 | 0 | 3 342 | -3 218 | 124 |
| Matériel et outillage industriels | 140 303 | 965 | 151 | -219 | 141 199 | -137 442 | 3 756 |
| Matériel de transport | 1 731 | 0 | 0 | 0 | 1 731 | -1 515 | 217 |
| Matériel informatique | 1 279 | 17 | 12 | 0 | 1 308 | -1 176 | 132 |
| AAI | 1 721 | 328 | 0 | 0 | 2 049 | -1 130 | 919 |
| Equipement de bureau | 463 | 2 | 0 | -1 | 465 | -431 | 34 |
| En cours | 1 207 | 1 444 | -163 | 0 | 2 488 | 0 | 2 488 |
| Sous total 2 | 177 176 | 2 755 | 0 | -220 | 179 711 | -164 423 | 15 288 |
| Total 1+2 | 185 648 | 2 756 | 0 | -220 | 188 183 | -172 872 | 15 311 |

II.E. Résultat de l'exercice

L'exercice 2016 se trouve être clôturé avec un résultat net négatif de 49,662 Millions de Dinars contre un résultat net négatif de 2,971 Millions de Dinars au terme de l'exercice clos au 31/12/2015 enregistrant ainsi une variation de 46,691 Millions de Dinars.

L'exercice 2016 a été marqué essentiellement par :

- Une diminution de 43 % comparaison faite aux réalisations de l'année 2015 du chiffre d'affaires local hors taxes qui a atteint 34,4 MD en 2016
- Une diminution de 74% du chiffre d'affaires à l'export passant de 28,5 Millions de Dinars en 2015 à 7,3 Millions de Dinars en 2016.
- Une diminution de la production qui a atteint au 31/12/2016 la valeur de 2 995 tonnes contre 11 518 tonnes au 31/12/2015, soit une diminution de 74 %.
- Un taux d'occupation (capacité de production) des deux usines de M'saken et Menzel Bourguiba de 15 % en 2016.

- Un coût moyen des matières premières consommées par tonne de pneus produits qui s'élève au 31/12/2016 à 3 966,742 Dinars contre 3 572,706 Dinars au 31/12/2015, soit une augmentation de 11,03 %.

La variation du résultat de l'exercice 2016 par rapport à celui de 2015 s'explique essentiellement par :

- La diminution de chiffre d'affaires hors taxes de 47,015 MD comparaison faite aux réalisations de l'année 2015 (Le chiffre d'affaires réalisé en 2016 a atteint 41,729 MD contre 88,744 MD réalisé en 2015) Cette diminution est la résultante de la baisse des ventes sur le marché local et export qui ont régressé de 53 % comparaison faite aux réalisations de l'année 2015.
- La diminution des autres produits d'exploitation de 0,757 MD (en passant de 1,009 MD au 31/12/2015 à 0,252 MD au 31/12/2016) qui résulte essentiellement de l'obtention, au cours de l'exercice 2015, d'une participation aux bénéfices des assurances (triennale).
- Un déstockage de produit finis de 10,5 MD au 31/12/2016 contre une production stockée de 4 MD au 31/12/2015.
- La diminution des achats d'approvisionnement consommés de 36,4 MD expliquée par la baisse de la production de 74 % en 2016.
- La diminution des autres charges d'exploitations de 1,498 Millions de Dinars expliqué principalement par l'arrêt de l'activité au cours du deuxième semestre 2016
- La diminution des charges du personnel qui se sont élevées à 24,6 MD au 31/12/2016 contre 26,7 au 31/12/2015 (soit une régression de 2 MD) suite essentiellement à l'arrêt de l'activité au cours du deuxième semestre 2016:
- L'augmentation des dotations aux amortissements de 0,116 MD expliquée essentiellement par les investissements réalisés au cours de 2016.
- L'augmentation des dotations aux provisions de 19,4 Millions de Dinars expliquée par :
 - ✓ L'augmentation des provisions pour risques et charges pour un montant de 2,2MD (expliqué essentiellement par la provision constituée en 2016 au titre des intérêts de retard réclamés sur Attijari Banque)
 - ✓ L'enregistrement d'une provision pour dépréciation des clients pour un montant de 11,2 MD (soit 8,8 MD au titre de la SMTP et 2,3 MD au titre de la SOMACOP)
 - ✓ L'augmentation des dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs courants de 4,5 MD (expliquée essentiellement par les provisions constituées en 2016 au titre des comptes courants SOMACOP pour 3,77 MD et SMTP pour 0,66 MD)

- ✓ L'augmentation de 1,5 MD au titre des Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de participation (soit une augmentation de 0,4 MD pour les Titres SOMACOP et de 1,1 MD pour les titres SMTP).
- La diminution des Reprise sur provision pour risques et charges de 0,202 MD.
- L'augmentation des charges financières nettes de 1,4 MD (soit 11 %) passant de 12,1 MD au 31/12/2015 à 13,5 MD au 31/12/2016 Cette augmentation est due essentiellement a la tombée des nouvelles échéances impayées (bancaires, fiscales, Cnss)
- La diminution des autres gains ordinaires de 3 MD en raison de la comptabilisation au cours de l'exercice 2015 d'un abandon de créance d'égal montant accordé par la BTK et ce suite au règlement de la totalité des ses crédits de consolidation.
- L'augmentation des autres pertes ordinaires de 0,289 MD émanant essentiellement de la taxation d'office effectuée par la CNSS.

Le tableau suivant illustre, en détail, les variations des différentes rubriques de l'état de résultat :

| Libellée | 2016 | 2015 | Variation |
|---|------------------------|-----------------------|------------------------|
| Chiffre d'affaires | 41 729 237,787 | 88 744 267,107 | -47 015 029,320 |
| Chiffre d'affaires local | 34 390 990,122 | 60 207 491,386 | -25 816 501,264 |
| Chiffre d'affaires export | 7 338 247,665 | 28 536 775,721 | -21 198 528,056 |
| Autres produits d'exploitation | 251 863,810 | 1 008 659,548 | -756 795,738 |
| Produits d'exploitation | 41 981 101,597 | 89 752 926,655 | -47 771 825,058 |
| Variation des stocks de produits finis et des encours | -10 533 465,712 | 4 049 626,861 | -14 583 092,573 |
| Achat consommés | -16 848 587,128 | -53 239 750,810 | 36 391 163,682 |
| Marge sur coût matière | 14 599 048,757 | 40 562 802,706 | -25 963 753,949 |
| Marge sur coût matière en % du CA | 34,99% | 45,71% | -10,72% |
| Autres charges d'exploitation | -3 736 679,926 | -5 234 182,004 | 1 497 502,078 |
| Charges de personnel | -24 592 861,692 | -26 691 140,972 | 2 098 279,280 |
| Dotations aux amortissements | -1 862 792,373 | -1 746 586,628 | -116 205,745 |
| Résultat d'exploitation hors provisions | -15 593 285,234 | 6 890 893,102 | -22 484 178,336 |
| Dotations aux provisions | -20 794 108,839 | -1 383 030,479 | -19 411 078,360 |
| Reprises sur provisions | 567 616,941 | 769 852,583 | -202 235,642 |
| Résultat d'exploitation | -35 819 777,132 | 6 277 715,206 | -42 097 492,338 |
| Charges financières nettes | -13 472 662,048 | -12 096 639,266 | -1 376 022,782 |
| Produits des placements | 10 257,534 | 0,000 | 10 257,534 |
| Autres gains et pertes ordinaires | -290 864,922 | 2 997 860,882 | -3 288 725,804 |
| Résultat avant impôt | -49 573 046,568 | -2 821 063,178 | -46 751 983,390 |
| Impôt sur les sociétés | -88 792,981 | -149 865,987 | 61 073,006 |
| Résultat net de l'exercice | -49 661 839,549 | -2 970 929,165 | -46 690 910,384 |
| Effet des modifications comptables | 0,000 | 0,000 | 0,000 |
| Résultat après modification comptable | -49 661 839,549 | -2 970 929,165 | -46 690 910,384 |

II.F. Les évènements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport a été établi

Une Assemblée Générale Extraordinaire a eu lieu en date du 28 juin 2017 et a décidé, conformément aux dispositions de l'article 310 du code des sociétés commerciales, une réduction du capital à néant et une augmentation du capital en numéraire de 12.623.469 DT.

II.G. Evolution de la société et ses performances au cours des 5 dernières années

II.G.1- Indicateurs clés de la société :

UNITE = 1 000 Dinars

| Rubriques | 2012 (*) | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|--|----------------|----------------|---------------|---------------|----------------|
| Revenus | 98 538 | 94 810 | 89 740 | 88 744 | 41 729 |
| Autres produits d'exploitation | 254 | 261 | 229 | 1 009 | 252 |
| Total des produits d'exploitation | 98 792 | 95 071 | 89 969 | 89 753 | 42 981 |
| Variation des stocks de produits finis et des encours | 6 587 | 4 333 | -5 714 | -4 050 | 10 533 |
| Achat d'approvisionnements consommés | 66 351 | 56 649 | 55 812 | 53 240 | 16 849 |
| Charges de personnel | 22 016 | 22 982 | 23 670 | 26 691 | 24 593 |
| Dotation aux amortissements et aux provisions | 8 292 | 10 629 | 2 390 | 2 360 | 22 089 |
| Autres charges d'exploitation | 3 778 | 4 308 | 4 330 | 5 234 | 3 738 |
| Total des charges d'exploitation | 107 024 | 98 901 | 80 487 | 83 475 | 77 802 |
| Résultat d'exploitation | -8 232 | -3 830 | +9 482 | +6 278 | -35 821 |
| Charges financières | -11 780 | -12 949 | -10 766 | -12 097 | -13 473 |
| Produits des placements | 333 | 0 | 0 | 0 | 10 |
| Autres gains ordinaires | 375 | 153 | 0 | 3 006 | 2 |
| Autres pertes ordinaires | -27 | 0 | 0 | -8 | -292 |
| Résultat des activités ordinaires avant impôt | -19 403 | -16 771 | -1 284 | -2 821 | -49 573 |
| Impôt sur les bénéfices | -74 | -145 | -146 | -150 | -89 |
| Résultat net des activités ordinaires | -19 403 | -16 771 | -1 430 | -2 971 | -49 662 |
| Effet des modifications comptables | -2 420 | -2 512 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat net des activités ordinaires corrigé | -21 823 | -19 282 | -1 430 | -2 971 | -49 662 |

(*) Données retraitées à des fins comparatives

II.G.2- Indicateurs clés de la société :

| Indicateurs : | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|
| Chiffre d'affaires en 1 000 Dinars | 98 792 | 95 071 | 89 969 | 89 753 | 41 729 |
| Production en Mille Tonnes | 12.0 | 10.9 | 11.6 | 11.5 | 3.0 |
| Investissements en 1 000 Dinars | 1 496 | 864 | 694 | 2 000 | 2 756 |
| Endettement en 1 000 Dinars | 178 000 | 174 000 | 175 000 | 172 512 | 184 220 |

II.H. Evolution prévisible et perspectives d'avenir

L'année 2017 s'annonce difficile, notamment avec la persistance du mouvement social à l'usine de M'Saken, l'effondrement du taux de change, les difficultés commerciales résultant de la non application du cahier des charges...

Malgré ces contraintes et ces difficultés majeures, la Direction Générale de la STIP maintient son engagement de sauvegarder les intérêts de la société et de procéder à son développement et épanouissement par :

- ✚ la mise en place d'un plan de sauvetage de la société intégrant les choix stratégiques notamment en matière de partenariats et touchant les domaines commercial, financier et industriel.
- ✚ La signature d'une lettre d'intention de partenariat avec La société **TOYOMOTO**.
- ✚ Le rééchelonnement de la dette envers la CNSS, de la dette envers la douane et de la dette envers l'UIB.
- ✚ La négociation avec les autres banques (STB, BNA, BFT et AMEN BANK) Pour arriver à un accord visant la régularisation définitive de la situation.
- ✚ La négociation encours d'un contrat de partenariat commerciale avec la société **POINT S**.
- ✚ La négociation des demandes de partenariat commercial qui sont parvenues du Maroc ; de l'Algérie, de la Lybie de la Turquie et de l'Irak.

II.I. Changement des méthodes d'élaboration et de présentation des états financiers

Aucun changement de méthodes n'a été effectué en 2016.

III- Participations

La STIP a deux sociétés filiales :

- La SOMACOP (ayant, elle-même, une filiale la « SOMACOP + »)
- La SMT Pneus Amine Maroc (Société à réseau implantée au Maroc)

III.A. LA SOCIETE MAGHREBINE DE COMMERCIALISATION DE PNEUMATIQUES « SOMACOP »

La SOMACOP a été créé en Mars 1983, elle a pour objet la commercialisation de tout article en caoutchouc pneumatique et Industriel. Il s'agit du distributeur grossiste de la « STIP » en Tunisie.

Son capital s'élève actuellement à 595 000 Dinars détenu à hauteur de 99,99 % par la « STIP ». Ce capital est divisé en 59 500 actions de 10 Dinars chacune.

Le chiffre d'affaires réalisé durant l'exercice 2016 s'élève à 13.8 Millions de dinars

La « SOMACOP » a créé en 1998 une filiale (SARL) dont le capital s'élève actuellement à 1 000 000 de dinars détenu à hauteur de 99,9 % par la « SOMACOP ». Cette société a pour objet la commercialisation au détail de tout article de pneumatique en caoutchouc industriel (produits locaux et importés)

III.B. LA SOCIETE MAROCO TUNISIENNE PNEU AMINE « SMTP AMINE »

La société Maroc Tunisienne pneu amine « SMTP AMINE » est une société commerciale de droit marocain (à réseau de distribution) établie au Maroc. La STIP détient 65.06% de son capital

Le capital actuel de la SMT Pneus Amine s'élève à hauteur de 55 943 000 DHS (soit l'équivalent de 12 696 264 dinars Convertis au cours de 31/12/2016)

Le chiffre d'affaires réalisé durant 2016 par la SMT Pneus Amine est de 45,5 Millions de Dirhams (soit l'équivalent de 9,9 Millions de dinars convertis au cours moyen de l'exercice 2016)

III.C. LES PRISES DE PARTICIPATION ET ALIENATIONS

Aucune prise de participation et aliénation n'a été enregistrée au titre de l'exercice 2016.

IV – ACTIONNARIAT

IV.A. RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA REPARTITION DU CAPITAL DE LA « STIP »

Capital social : 12.623.469 Dinars

Catégorie des titres de capital : actions ordinaires

Nominal : 3 Dinars

Libération : Intégrale

Liste des actionnaires détenant individuellement 5 % et plus du capital de la « STIP » au 31/12/2016:

| ACTIONNAIRES | Montant (en DT) | Nombre d'Actions | En % |
|------------------|-------------------|------------------|--------------|
| TUNISIENS | | | |
| "AFRICA HOLDING" | 8 943 060 | 2981 020 | 70.84 |
| "O. C. T" | 1 129 119 | 376 373 | 8,94 |
| TOTAL | 10 072 179 | 3 357 393 | 79.78 |

Les actionnaires détenant moins de 5 % du capital social se présentent comme suit :

| ACTIONNAIRES | Montant (en DT) | Nombres d'Actions | En % |
|--------------------------------|-------------------|-------------------|------------|
| Autres petits porteurs (- 5 %) | 2 551 290 | 850 430 | 20.22 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 12 623 469 | 4 207 823 | 100 |

IV.B. CONDITIONS D'ACCES A L'ASSEMBLEE GENERALE

(Article 33 des statuts)

- 1) Les titulaires d'actions libérées des versements exigibles peuvent seuls assister à l'Assemblée Générale, sur justification de leur identité, ou s'y faire représenter.
- 2) Tout actionnaire peut être représenté à l'Assemblée Générale par toute autre personne actionnaire ou non de la société.
- 3) Toutefois, l'Etat Tunisien, les Etablissements publics et les communes sont valablement représentés par leurs représentants légaux ; les sociétés sont valablement représentées soit par un de leurs gérants ou par un délégué de leur Conseil d'Administration, soit par un mandataire habilité à cet effet, sans qu'il soit nécessaire que ce mandataire soit lui même actionnaire de la société. Les femmes mariées par leur mari s'ils ont l'administration des biens de ces dernières, les mineurs ou interdits par leur tuteur, le tout sans qu'il soit nécessaire que le gérant, le délégué du Conseil, le mari ou le tuteur soit personnellement actionnaire.
- 4) Le nu-propriétaire est valablement représenté par l'usufruitier et le droit de vote appartient à ce dernier pour toutes les Assemblées Ordinaires et Extraordinaires.
- 5) La forme des pouvoirs et les lieux et délais de leur production sont déterminés par le Conseil d'Administration.

IV.C. RACHAT D' ACTIONS, NATURE ET CADRE LEGAL DE L'OPERATION

Selon l'article 19 de loi N° 94-117 les sociétés admises à la cote de la bourse peuvent acheter les actions qu'elles émettent en vue de réguler leurs cours sur le marché.

Le règlement du Conseil du Marché Financier relatif à l'appel public à l'épargne a fixé les conditions d'intervention des sociétés sur leurs propres actions:

- Elles sont effectuées par un seul intermédiaire par séance de bourse
- Elles ne peuvent être réalisées par transaction de bloc
- Elles sont situées à l'intérieur de la fourchette définie par le cours le plus bas et le cours le plus élevé autorisés au cours de la séance de bourse

A cette fin, le conseil d'administration réuni le 20 Février 2002 a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire le principe de régulation du titre « STIP » par le prélèvement sur les bénéfices 2001 d'une réserve de régulation

Le montant de cette réserve devait tenir compte des éléments suivants :

- a) Le domaine d'intervention est fixé comme suit : Au niveau de l'achat lorsque le prix atteindra un niveau inférieur à 15,500 D et au niveau de la vente lorsque le prix de l'action dépassera 17,000 D.
- b) Le nombre maximum, d'actions pouvant faire l'objet d'acquisition est de 10% des titres déposés à la « Tunisie Clearing » soit environ 40 000 actions.
- c) Le délai de l'opération est fixé réglementairement à 3 ans

Tenant compte des facteurs précités, l'assemblée générale ordinaire du 19 Mars 2002 a fixé la réserve de régulation à 700 000 D et a approuvé l'idée de constituer un comité issu du Conseil pour contacter les autorités concernées par cette opération (BVMT, CMF...) et procéder au choix de l'intermédiaire en bourse chargé de cette opération de régulation.

Avant de procéder à l'exécution de la décision de l'assemblée générale ordinaire, la « STIP » a établi une note d'information au Conseil de Marché Financier.

Au 31/12/2016, la STIP détient 32 845 actions pour un montant de 325 724,075 DT puisé sur la réserve spéciale de 700 000 DT. Ces actions ne donnent droit ni au dividende ni au droit à la souscription en cas d'augmentation de capital en numéraire ni au droit de vote.

V – ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION DE LA SOCIETE

V.A. Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration

(Article 17 des statuts)

1) La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et de douze au plus parmi les actionnaires et nommés par l'Assemblée Générale.

Toutefois, dans le cas où l'état Tunisien prendrait des participations dans la société, ses représentants seront nommés conformément aux lois et règlements en vigueur

2) Les Administrateurs ne doivent pas être soumis aux incapacités et déchéances prévues par la législation en vigueur.

3) Les Administrateurs qui au cours de leurs fonctions cessent de représenter l'autorité ou l'organisme qui les a désignés sont considérés comme démissionnaires et doivent être remplacés

4) Les membres du Conseil pourront être soit des personnes physiques soit des personnes morales de droit privé ou public.

5) Les personnes morales autres que l'état Tunisien désignées comme Administrateurs, sont représentées aux délibérations du Conseil d'Administration ; à savoir .

- Les personnes morales de droit public, par leur représentant légal ou par un mandataire nommé désigné ;

- Les sociétés civiles, par un de leurs gérants, ou administrateurs ou par un mandataire habilité à cet effet ;

- Les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite et les sociétés à responsabilité limitée, par un de leurs gérants, ou administrateurs ou par un mandataire habilité à cet effet ;

- Les sociétés anonymes, par leur Président Directeur Général, ou par un mandataire de leur Conseil d'Administration.

6) Lorsque l'Administrateur est une personne morale, il n'est pas nécessaire que le gérant, l'administrateur ou le mandataire qui la représente au Conseil soit personnellement actionnaire de la présente société.

7) L'administrateur doit, dans un délai d'un mois à compter de sa prise de fonction, aviser le représentant légal de la société de sa désignation au poste de gérant, administrateur, président – directeur – général, directeur général ou de membre de directoire ou de conseil de surveillance d'une autre société. Le représentant légal de la société doit en informer l'assemblée générale ordinaire des actionnaires dans sa réunion la plus proche

La société peut demander la réparation du dommage qu'elle a subi en raison du cumul de fonctions

Un registre spécial sera tenu au siège de la société mentionnant les noms, prénom et adresse de chaque membre du conseil d'administration, le registre sera mis à la disposition des actionnaires pendant les horaires habituels de travail à la société

V.B. Principales délégations en cours de validité accordées par l'assemblée Générale aux organes d'administration et de direction

Aucune.

V.C. Rôle de chaque organe d'administration et de direction

V.C.1- Rôle du conseil d'administration :

La société est administrée par un conseil d'administration composé de douze membres.

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions avec la diligence d'un entrepreneur avisé et d'un mandataire loyal. Ils doivent garder secrètes les informations à caractère confidentiel, même après avoir cessé leurs fonctions.

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration établit, sous sa responsabilité, les états financiers de la société conformément à la loi relative au système comptable des entreprises. Le conseil d'administration doit annexer au bilan un état des cautionnements, avals et garanties données par la société, et un état des sûretés consenties par elle. Il doit, conjointement aux documents comptables, présenter à l'assemblée générale un rapport annuel détaillé sur la gestion de la société. Le rapport annuel détaillé doit être communiqué aux commissaires aux comptes.

V.C.2- Rôle du président directeur général :

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président qui a la qualité de président directeur général. Il doit être une personne physique et actionnaire de la société et ce, à peine de nullité de sa nomination.

Le président du conseil d'administration propose l'ordre du jour du conseil, le convoque, préside ses réunions et veille à la réalisation des options arrêtées par le conseil.

Le Président directeur général assure, sous sa responsabilité, la direction générale de la société. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers.

V.D. Comités spéciaux et rôle de chaque comité

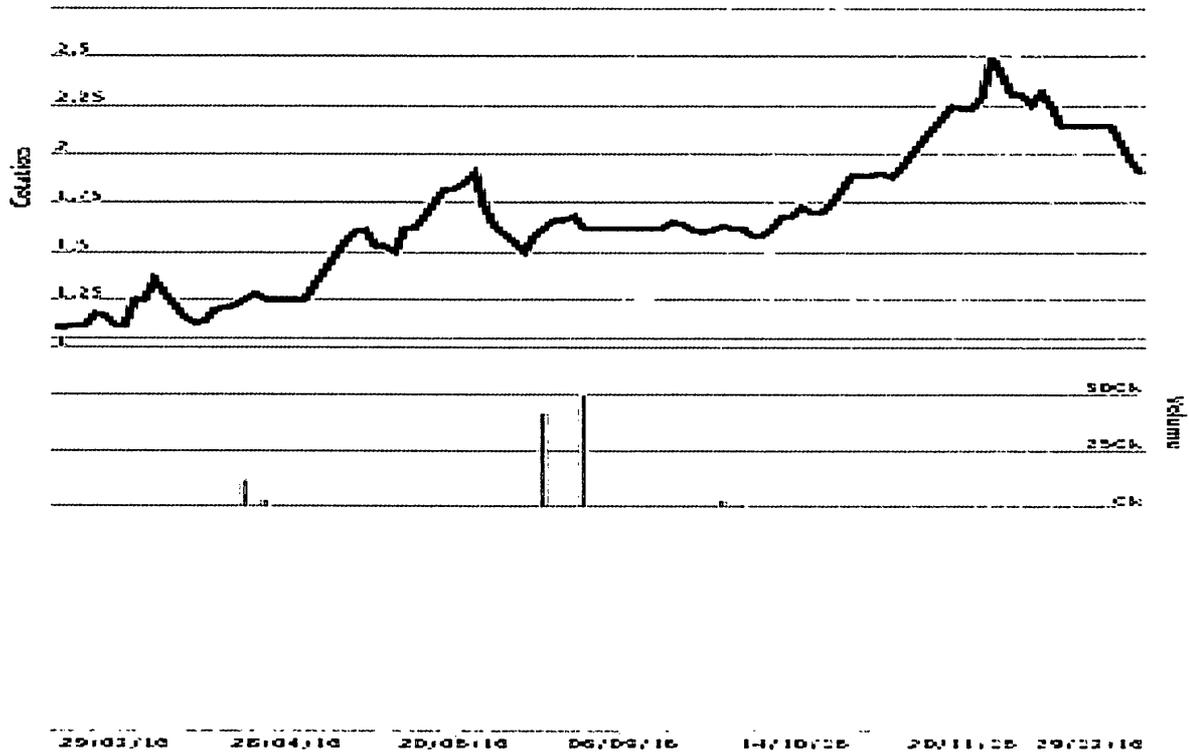
Comité permanent d'audit :

Le conseil d'administration de la société a procédé, lors de sa réunion du 21 Février 2006 et conformément aux dispositions de l'article 256 bis du Code des Sociétés Commerciales, à la création d'un comité permanent d'audit composé de 3 membres.

Le comité permanent d'audit de la STIP veille au respect par la société de la mise en place de systèmes de contrôle interne performant de nature à promouvoir, l'efficacité, la protection des actifs de la société, la fiabilité de l'information financière et le respect des dispositions légales et réglementaires. Le comité assure le suivi des travaux des organes de contrôle de la société, propose la nomination du ou des commissaires aux comptes et agréé la désignation des auditeurs internes.

VI – Historique de la valeur STIP

Source : www.bvmt.com.tn



VII – Affectation du résultat

VII.A. Dispositions statutaires

L'article 49 des statuts de la société stipule que le bénéfice distribuable est constitué du résultat comptable net majoré ou minoré des résultats reportés des exercices comptables antérieurs, et ce, après déduction de ce qui suit :

- une fraction égale à 5 % du bénéfice déterminé comme ci-dessus indiqué au titre de réserves légales. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint le dixième du capital social
- la réserve prévue par les textes législatifs spéciaux dans la limite des taux qui sont fixés
- les réserves statutaires

Toute résolution prise en violation des dispositions du présent article est réputée nulle

La part de chaque actionnaire dans les bénéfices est déterminée proportionnellement à sa participation dans le capital social.

De même l'article 50 des statuts se rapportant au paiement des dividendes stipule :

- 1) Le paiement des dividendes se fait à l'époque et aux lieux désignés par le Conseil d'Administration
- 2) Les dividendes des actions sont payés au porteur du titre
- 3) Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur exigibilité sont prescrits conformément à la loi

- 4) Le conseil d'administration peut, sur avis conforme du ou des commissaires, autoriser, en cours d'exercice comptable, la distribution à titre provisoire d'un acompte sur les dividendes si la situation de la société et l'importance des bénéfices réalisés le permettent.
- 5) Tout dividende, régulièrement perçu ne peut faire l'objet ni d'un report ni d'une restitution.

VII.B. Evolution des capitaux propres

Unité : Dina

| | Capital | Réserve légale | Réserve spéciale d'investissement | Réserve spéciale | Actions propres | Autres capitaux propres | Résultats reportés | Résultat de l'exercice | Total |
|---|------------|----------------|-----------------------------------|------------------|-----------------|-------------------------|--------------------|------------------------|-------------------|
| Soldes au 31/12/2011 après affectation | 12 623 472 | 2 419 912,385 | 1 903 050 | 700 000 | (325 773,660) | 7 765 563,646 | (117 748 242,927) | 0 | (107 222 754,224) |
| Subvention d'investissement | | | | | | 25 000 000 | | | |
| Quote-part de l'exercice | | | | | | (15 511,858) | | | |
| Résultat de l'exercice 2012 | | | | | | | | (19 311 551,029) | |
| Soldes au 31/12/2012 avant retraitement | 12 623 472 | 2 419 912,385 | 1 903 050 | 700 000 | (325 773,660) | 7 775 051,788 | (132 308 978,595) | (19 311 551,029) | (126 524 817,111) |
| Effet des modifications comptables | | | | | | | (2 419 981,841) | (91 561,888) | |
| Soldes au 31/12/2012 après retraitement | 12 623 472 | 2 419 912,385 | 1 903 050 | 700 000 | (325 773,660) | 7 775 051,788 | (134 728 960,436) | (19 403 112,917) | (129 036 360,840) |
| Affectation des résultats suivant décision de l'AGO du 21/06/2013 | | | | | | | (19 311 551,029) | 19 311 551,029 | |
| Subvention d'investissement | | | | | | 12 500,000 | | | |
| Quote-part de l'exercice | | | | | | (16 761,858) | | | |
| Effet des modifications comptables | | | | | | | (91 561,888) | 91 561,888 | |
| Résultat de l'exercice 2013 | | | | | | | | (16 771 261,082) | |
| Soldes au 31/12/2013 avant affectation | 12 623 472 | 2 419 912,385 | 1 903 050 | 700 000 | (325 773,660) | 7 770 789,930 | (154 132 073,353) | (16 771 261,082) | (145 811 883,780) |
| Affectation des résultats suivant décision de l'AGO du 19/06/2014 | | | | | | | (16 771 261,082) | 16 771 261,082 | |
| Réduction du capital décidée par l'AGE du 19/06/2014 | (3) | | | | | 1,720 | | | |
| Régularisation de la cession de 5 actions propres | | | | | 49,585 | | | | |
| Subvention d'investissement | | | | | | 12 500,000 | | | |
| Quote-part de l'exercice | | | | | | (16 761,858) | | | |
| Résultat de l'exercice 2014 | | | | | | | | (1 429 514,094) | |
| Soldes au 31/12/2014 avant affectation | 12 623 469 | 2 419 912,385 | 1 903 050 | 700 000 | (325 724,075) | 7 766 529,792 | (170 903 334,435) | (1 429 514,094) | (147 245 611,427) |
| Affectation des résultats suivant décision de l'AGO du 25/06/2015 | | | | | | | (1 429 514,094) | 1 429 514,094 | |
| Quote-part de l'exercice | | | | | | (13 365,459) | | | |
| Résultat de l'exercice 2015 | | | | | | | | (2 970 929,165) | |
| Soldes au 31/12/2015 avant affectation | 12 623 469 | 2 419 912,385 | 1 903 050 | 700 000 | (325 724,075) | 7 753 164,333 | (172 332 848,529) | (2 970 929,165) | (150 229 906,051) |
| Affectation des résultats suivant décision de l'AGO du 23/06/2016 | | | | | | | (2 970 929,165) | 2 970 929,165 | |
| Quote-part de l'exercice | | | | | | (5 700,000) | | | |
| Résultat de l'exercice 2016 | | | | | | | | (49 661 839,549) | |
| Soldes au 31/12/2016 avant affectation | 12 623 469 | 2 419 912,385 | 1 903 050 | 700 000 | (325 724,075) | 7 747 464,333 | (175 303 777,694) | (49 661 839,549) | (199 903 145,600) |

VIII – Gestion des ressources humaines

L'effectif de la société est passé de 986 employés au 31/12/2015 à 889 employés au 31/12/2016.

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|
| Recrutement | | | | | |
| Permanents | 0 | 4 | 1 | 1 | 0 |
| Réinsertions suite amnistie | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contractuels | 39 | 40 | 21 | 66 | 7 |
| Contractuels suite suppression de la sous-traitance | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total entrées | 40 | 44 | 22 | 67 | 7 |
| Départ | | | | | |
| Fin de contrat | 1 | 3 | 1 | 3 | 90 |
| Abandon de poste | 2 | 1 | 3 | 0 | 0 |
| Départ à la retraite anticipée | 7 | 2 | 0 | 4 | 0 |
| Départ à la retraite normale | 7 | 16 | 8 | 16 | 10 |
| Départ à la retraite pour des raisons économiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Invalidité | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Décès | 2 | 3 | 3 | 0 | 2 |
| Licenciement | 0 | 0 | 2 | 1 | 1 |
| Démission | 2 | 3 | 3 | 2 | 1 |
| Total départ | 21 | 26 | 21 | 26 | 104 |
| Effectif au 31/12 | 928 | 944 | 945 | 986 | 889 |

Les charges du personnel se sont élevées à 24,59 MD au 31/12/2016 contre 26,69 MD au 31/12/2015, soit une régression de 7,9 %

Durant l'exercice 2016, 162 employés de la STIP ont bénéficié d'une formation en intra et inter-entreprises pour un montant global de 10 milles Dinars

Unité :

Mille Dinars

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|
| Charges de personnel en mille Dinars (FP) | 22 016 | 22 982 | 23 670 | 26 691 | 24 593 |
| Chiffre d'affaires HT en mille Dinars (CA) | 98 538 | 94 810 | 89 740 | 88 744 | 41 729 |
| FP / CA | 22 % | 24 % | 26 % | 30 % | 59 % |
| Formation en mille Dinars | 41 | 135 | 163 | 202 | 10 |
| Nombre d'actions de formation | 35 | 96 | 106 | 121 | 19 |
| Nombre de participants | 105 | 331 | 648 | 677 | 162 |



Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques

IX – Élément sur le contrôle interne

IX.A. Définition et objectifs de la société en matière de procédures de contrôle interne

Le § 7 de la deuxième partie de la norme comptable générale NCT 01 définit le contrôle interne comme étant un processus mis en œuvre par la direction, la hiérarchie, le personnel d'une entreprise, et destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

- Promouvoir l'efficacité et l'efficacité ;
- Protéger les actifs ;
- Garantir la fiabilité de l'information financière ;
- Assurer la conformité aux dispositions légales et réglementaires

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans la société ont pour objet :

- D'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements du personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et réglementations applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise ;
- D'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques soient totalement éliminés

IX.B. Description des activités et procédures de contrôle interne mises en place

La société est dotée d'une organisation de contrôle en trois niveaux :

- 1- Le premier niveau de contrôle est exercé par chaque collaborateur, en fonction des responsabilités qui lui ont été explicitement déléguées, et en application des procédures relatives à l'activité qu'il exerce et autorisations communiquées par sa hiérarchie ;
- 2- Le second niveau de contrôle est exercé par la hiérarchie, dans le cadre du processus normal de supervision, tel que défini par les procédures en vigueur au sein de la société. Les responsables des directions procèdent ainsi aux approbations, autorisations, évaluations des performances opérationnelles, répartitions des tâches en vue de séparer les fonctions incompatibles, vérifications, recommandations, nécessaires à la maîtrise des risques susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs de la société.
- 3- Le troisième niveau de contrôle est du ressort de la direction générale ou de fonctions spécialisées, indépendantes des activités contrôlées et rapportant directement à la direction générale

Le niveau de formalisation des procédures à ce jour est limité aux exigences management de la qualité prévues par les normes ISO aux quelles la STIP est certifiée.

Ainsi, la société est dotée d'une cartographie de processus (décisionnels, métier et support), toute la documentation du système qualité, procédure détailléesetc.

IX.C. Information et communication

L'information pertinente est identifiée, recueillie et diffusée sous une forme et dans des délais qui permettent à chacun d'assumer ses responsabilités. Les systèmes d'information de la STIP produisent, entre autres, des données opérationnelles, financières ou encore liées au respect des obligations légales et réglementaires, qui permettent de gérer et de contrôler l'activité. Ces systèmes traitent, non seulement, des données produites par la STIP, mais également celles émanant de l'extérieur (événements, marche de l'activité, contexte général...) et qui sont nécessaires à la prise de décisions en matière de conduite des affaires et de communication externe.

La STIP s'efforce à assurer une communication efficace à triple niveau :

- Une communication ascendante : émanant du personnel et remontant à la Direction Générale moyennant des comptes rendus et des reportings réguliers se rapportant notamment aux informations importantes ,
- Une communication descendante : allant de la Direction Général au personnel moyennant des notes de services,.. destinée à faire comprendre aux employés le rôle qu'il sont appelés à jouer dans le système de contrôle interne ;
- Une communication horizontale : entre les membres du personnel moyennant des notes internes, . basée sur la relation existante entre les propres activités des uns et des autres des membres du personnel.

Par ailleurs, la STIP veille à assurer une communication efficace avec les tiers, tels que ses clients et fournisseurs (locaux et étrangers), autorité de tutelle, ministères concernés, CMF, BVMT,... .

IX.D. Suivi du contrôle (Pilotage)

Les systèmes de contrôle interne doivent, eux-mêmes, être contrôlés afin qu'en soient évaluées, dans le temps, les performances qualitatives. Pour cela, la STIP n'épargne aucun effort pour mettre en place un système de suivi permanent ou pour procéder à des évaluations périodiques.

IX.D.1- Suivi permanent :

Le suivi permanent s'inscrit dans le cadre des activités courantes de la société et comprend des contrôles réguliers effectués par le management et le personnel d'encadrement, ainsi que d'autres techniques appliquées par le personnel à l'occasion de ses travaux.

IX.D.2- Evaluations périodiques .

➤ Par le comité permanent d'audit :

Le comité permanente d'audit veille, non seulement au respect par la société de la mise en place de systèmes de contrôle interne performant permettant de favoriser l'efficacité, l'efficacé, la

protection des actifs de la société, la fiabilité de l'information financière et le respect des dispositions légales et réglementaires, mais également à l'évaluation périodique des systèmes mis en place. Il est appelé, à ce titre, à procéder à :

- La vérification de la fiabilité des informations fournies compte tenu des risques liés à l'activité de la société,
- L'examen des insuffisances du fonctionnement du système de contrôle interne relevées par les différentes structures de la société et autres organes chargés de missions de contrôles (commissaires aux comptes, services du contrôle général des finances ..) et,
- L'adoption des mesures correctives.

➤ **Par l'audit interne :**

L'audit interne est une fonction d'appréciation et d'évaluation dont les principales attributions sont les suivantes :

- S'assurer de l'existence d'un bon système de contrôle interne qui permet de maîtriser les risques,
- Apporter des recommandations pour en améliorer l'efficacité,
- Informer régulièrement, de manière indépendante, la direction générale, l'organe de supervision et le cas échéant le comité d'audit de l'état du contrôle interne,

Toute entreprise qui souhaite avoir la pleine maîtrise de ses risques et réunir les conditions d'une croissance durable doit se doter d'une fonction d'audit interne performant

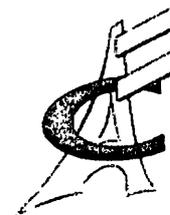
➤ **Par les commissaires aux comptes :**

Les commissaires aux comptes sont associés à l'ensemble du processus de contrôle de l'information financière et comptable dans un souci d'efficacité et de transparence. Dans le cadre de leurs diligences, ils procèdent à l'analyse des procédures comptables et à l'évaluation des systèmes de contrôle interne en vigueur aux seules fins de déterminer la nature, la période et l'étendue de leurs contrôles. Ils émettent, toutefois, des recommandations au conseil d'administration et à la direction générale destinées à pallier les insuffisances relevées

PARTIE II :

- **Rapport général des commissaires aux comptes**
- **Rapport spécial des commissaires aux comptes**

- **Etats financiers**
 - **Bilan**
 - **Etats de résultat**
 - **Etat de flux de trésorerie**
 - **Notes aux états financiers**

Building a better
working world**Financial
Auditing &
Consulting**

Société d'expertise comptable

Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie

Boulevard de la terre - Centre Urbain Nord, 1003 Tunis, Tunisie

Tél 70 749 111 / Fax 70 749 045

E-mail tunisoffice@tn ey com

Société d'expertise comptable

Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie

22 bis, Avenue Mongi Slim El Menzah 5 - 2091 Ariana

Tél 71 230 666 / Fax 71 234 215

E-mail fac fac@planet tn

SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES SA**Rapport Général des commissaires aux comptes****Etats financiers - Exercice clos le 31 décembre 2016****Messieurs les actionnaires de la Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques,**

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur le contrôle des états financiers de la **SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES** arrêtés au 31 décembre 2016, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les autres obligations légales ou réglementaires prévues par la loi et les normes professionnelles.

I- Rapport sur les états financiers

1- Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques comprenant le bilan au 31 décembre 2016 ainsi que l'état de résultat, l'état de flux de trésorerie et les notes aux états financiers pour l'exercice clos à cette date

Responsabilité du Conseil d'Administration dans l'établissement et la présentation des états financiers

2- Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et la présentation sincère de ces états financiers, conformément au système comptable des entreprises. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances

Responsabilité des commissaires aux comptes

3- Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives

4- Cet audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la

présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

5- Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sur les états financiers

Opinion

6-A notre avis, les états financiers de la **SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES**, annexés au présent rapport, sont réguliers et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société au 31 décembre 2016, ainsi que le résultat de ses opérations et les mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Paragraphes d'observation

7- Nous attirons votre attention sur les notes suivantes aux états financiers qui décrivent certaines situations. Notre opinion ne comporte pas de réserves concernant ces questions

1- La note II 2 aux états financiers qui souligne l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son activité. Cette note indique que la société a accusé une perte nette de 49 661.840 DT pour l'exercice clos au 31 décembre 2016, portant les capitaux propres arrêtés à cette date à la somme négative de 199.903 146 DT, soit 206 214 880 DT en deçà de la moitié du capital social et qu'en conséquence, et malgré la réduction du capital à néant suivie, simultanément, d'une augmentation de capital en numéraire de 12 623 469 DT décidées par l'AGE du 28 juin 2017, une Assemblée Générale Extraordinaire devrait être convoquée dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes de l'exercice 2016 en vue de se prononcer sur l'application des dispositions de l'article 388 du code des sociétés commerciales. La même note indique, également, que le passif exigible était, au 31 décembre 2016, supérieur de 167 319 683 DT à l'actif circulant et le passif total supérieur de 199 903.146 DT au total de l'actif.

Comme il est indiqué à la note II 2 aux états financiers, cette situation, conjuguée aux autres points exposés dans la même note, indique l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

2- La note VI aux états financiers qui souligne des incertitudes, consécutives à l'incapacité de la STIP à honorer en 2016 certaines échéances d'emprunts restructurés, se rapportant, d'une part, à la faculté de la mise en œuvre par la BIAT de la clause résolutoire stipulée dans l'acte de consolidation et de restructuration de sa créance et ayant donné à la comptabilisation, en 2014, d'un abandon des intérêts de retard s'élevant, à cette date, à la somme de 2 311 686 DT, et d'autre part, à la faculté de l'exercice par les autres banques, à l'exception d'Attijari Bank, ayant conclu avec la STIP des actes de consolidation et de restructuration de dettes, de leur droit contractuel de prononcer la déchéance du terme et de réclamer la totalité de la dette initiale après déduction des règlements effectués majorée des intérêts de retard correspondants.

II- Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. A ce titre, nous avons relevé les points suivants :

1- En raison des pertes accumulées depuis quelques années dépassant la moitié du capital social, une Assemblée Générale Extraordinaire s'est réunie le 28 juillet 2016 et a décidé la continuité des activités de la société. Toutefois, cette décision n'a pas respecté, à l'instar de celles prises par les Assemblées Générales Extraordinaires du 30 juin 2008, du 19 juin 2012, du 21 juin 2013, du 19 juin 2014 et du 25 juin 2015, les

dispositions de l'article 388 du code des sociétés commerciales qui exigent de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui n'a pas prononcé la dissolution de la société dans l'année qui suit la constatation des pertes, de réduire le capital ou de l'augmenter pour un montant égal au moins à celui des pertes

2- En application des dispositions de l'article 266, alinéa 1, du code des sociétés commerciales, nous avons procédé à l'examen de la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations d'ordre comptable, données dans le rapport du conseil d'administration sur la gestion de l'exercice. Les informations contenues dans ce rapport n'appellent pas, de notre part, des remarques particulières

3- En application des dispositions de l'article 266, alinéa 2, du code des sociétés commerciales et de l'article 3 nouveau de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, nous avons procédé à l'appréciation de l'efficacité du système de contrôle interne en vigueur au sein de votre société au titre de l'exercice 2016 et nous vous signalons que notre examen a mis en évidence certaines insuffisances susceptibles d'impacter une telle efficacité. Ces insuffisances concernent particulièrement le système d'information et les processus opérationnels connexes

Nous avons consigné ces insuffisances dans notre rapport d'évaluation du système de contrôle interne remis à la direction générale de la société, et les avons prises en considération lors de la conception des procédures d'audit

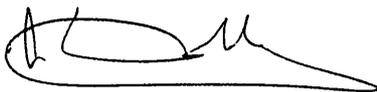
4- En application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001 relatif aux conditions d'inscription des valeurs mobilières et aux intermédiaires agréés pour la tenue des comptes en valeurs mobilières, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la STIP à la réglementation en vigueur

Fait à Tunis, le 4 octobre 2017

Les commissaires aux comptes

AMC Ernst & Young

Anis LAADHAR



Financial Auditing & Consulting

Fadhel JAOUA



Building a better
working world

Société d'expertise comptable

Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie

Boulevard de la terre - Centre Urbain Nord, 1003 Tunis, Tunisie

Société d'expertise comptable

Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie

22 bis, Avenue Mongi Slim El Menzah 5 - 2091 Ariana

SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES SA**Rapport Spécial des commissaires aux comptes****Exercice clos le 31 décembre 2016****Messieurs les actionnaires de la Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques,**

En application des dispositions des articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales, nous avons l'honneur de vous reporter, ci-dessous, sur les conventions et opérations visées par les textes sus indiqués

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas, en conséquence, de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A- Conventions et opérations nouvellement réalisées (autres que les rémunérations des dirigeants)

Votre conseil d'administration nous a tenus informés des conventions suivantes nouvellement autorisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 :

- L'augmentation du montant des frais d'assistance comptable facturés à la société SOMACOP de 1.000 DT par mois pour le porter, à partir du 1^{er} janvier 2016, de 700 DT à 1 700 DT en brut par mois. Les prestations facturées, à ce titre, par la STIP ont totalisé en 2016 la somme HTVA de 27 132 DT.
- La création d'un compte courant associé au nom de M Abdelkader Dridi, nouveau PDG de la société, pour renflouer les fonds nécessaires aux besoins urgents de la société et productif d'intérêts au taux de 8% l'an. Aucune somme n'a alimenté ce compte courant en 2016 et, par conséquent, aucun intérêt n'a été supporté à ce titre.
- La création d'un compte courant associé au nom de la société AFRICA HOLDING, nouvel actionnaire majoritaire et administrateur, pour renflouer les fonds nécessaires aux besoins urgents de la société et productif d'intérêts au taux de 8% l'an. Ce compte courant présente, au 31 décembre 2016, un solde créditeur de 2 000 000 DT. Les intérêts supportés par la société, en 2016, en rémunération de ce compte s'élèvent à la somme de 17 389 DT.
- La garantie personnelle, par M. Abdelkader Dridi, nouveau PDG de la société, à hauteur de 2 000 000 DT, d'un financement en devises de 3 700 000 DT accordé, en 2016, à la STIP par la Banque de l'Habitat en vue de débloquer les marchandises stockées au port pour non règlement des fournisseurs.

B- Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures (autres que les rémunérations des dirigeants)

L'exécution des conventions suivantes, conclues au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 .

- Les emprunts non courants obtenus par la société auprès de plusieurs établissements de crédit à différents taux d'intérêts et dont la plupart ont été renégociés. Les intérêts et les intérêts de retard supportés en 2016 au titre de ces emprunts ont totalisé respectivement 3 337 726 DT et 2 194 457 DT.

- Le détachement d'un salarié de la STIP chez la société SOMACOP Les rémunérations et charges sociales ainsi facturées en 2016 à cette filiale se sont élevées à 77 188 DT
- La location par la STIP à la société SOMACOP d'un local sis au 14, rue d'Italie, Tunis conformément au contrat de location du 26 décembre 1995 Le loyer facturé en 2016 à ce titre s'est élevé à 24 353 DT hors TVA
- La convention d'assistance informatique conclue avec la société SOMACOP Les prestations facturées, à ce titre, par la STIP ont totalisé en 2016 la somme HTVA de 15 960DT
- L'imputation, sur la société SOMACOP, de la majoration du salaire brut conventionnel mensuel de l'ancien directeur commercial de la STIP, recruté en 2015 et parti en 2016, par une prime complémentaire de 2 000 DT La somme HTVA facturée, à ce titre, par la STIP s'est élevée, en 2016, à 5.320 DT.
- L'imputation, sur la société SOMACOP, de la majoration du salaire brut du directeur central de production de la STIP, à compter du 1^{er} juin 2015, par une prime forfaitaire mensuelle de 1 000 DT La somme HTVA facturée, à ce titre, par la STIP s'est élevée, en 2016, à 15 960 DT
- La convention de compte courant associés de 4 200 000 DT conclue avec la société SOMACOP Ce compte, alimenté en nature (pneus) et rémunéré au taux fixe de 8%, est constitué de 2 lots un 1^{er} lot de 2 500 000 DT sous forme de fonds de roulement renouvelable annuellement et un 2^{ème} lot de 1 700 000 DT qui a été remboursé depuis 2011 Les intérêts facturés par la STIP en 2016, au titre de ce fonds de roulement, ont totalisé un montant HTVA de 198 356 DT
- La facturation d'intérêts sur les comptes courants associés débiteurs ouverts au nom de la SOMACOP et de la SMTP Amine Les intérêts HTVA facturés en 2016 par la STIP à la SOMACOP et à la SMTP Amine ont totalisé respectivement les sommes de 4 724 DT et 59.983 DT
- Le remboursement, par la SMTP Amine à la STIP, des frais de mission et de déplacement au Maroc La note de frais correspondante qui a été établie par la STIP au nom de la SMTP Amine au titre de l'exercice 2016 a porté sur 23 741 DT

C- Obligations et engagements de la société et de ses filiales envers les dirigeants

C.1- Les obligations et engagements pris par la STIP elle-même ou par une société qu'elle contrôle au profit de ses dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du code des sociétés commerciales sont constitués des rémunérations de l'ancien Président Directeur Général M. Riadh Berrjeb (en fonction du 1^{er} janvier 2016 au 7 septembre 2016)

Le nouveau Président Directeur Général M Abdelkader Dridi a renoncé, compte tenu de la situation financière actuelle de la STIP, à toute rémunération ou avantage en nature au titre de ses fonctions, et ce jusqu'à nouvel ordre Les rémunérations de M Riadh Berreb comprennent

A- Une rémunération à la charge de la STIP comprenant

a- des avantages à court terme, décidés par les conseils d'administration du 5 mai 2014, du 19 juin 2014 et du 21 mai 2015, sous forme de salaires mensuels, de droits aux congés payés, d'avantages dont bénéficie le personnel de la société, de cotisations sociales obligatoires et des avantages en nature suivants :

- Deux voitures de fonction,
- Un quota de 1 000 litres de carburant par mois,
- Une prise en charge des prestations téléphoniques

b- un autre avantage à court terme décidé par le conseil d'administration du 7 septembre 2016 sous forme d'une gratification pour fin de mission égale à 4 mois de salaires à l'instar de ses prédécesseurs

B- Une rémunération à la charge de la filiale « SOMACOP » en sa qualité de PDG de cette dernière (pour la période allant du 1^{er} janvier 2016 au 30 septembre 2016) comprenant des avantages à court terme, décidés par les conseils d'administration de la filiale du 19 mai 2014, du 22 avril 2015 et du 1^{er} septembre 2015, sous forme d'indemnités de représentation mensuelles et d'une prise en charge, à compter du 1^{er} septembre 2015, du loyer d'un logement de fonction

C.2- a- Les obligations et engagements pris par la STIP elle-même au profit de ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, se présentent comme suit (en DT)

| Eléments de la rémunération | Riadh Berrjeb | |
|-----------------------------|-----------------------|--------------------|
| | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/16 |
| Avantages à court terme | 122 367 | 40 931 |
| TOTAL | 122.367 | 40.931 |

b- Les obligations et engagements pris par la société « SOMACOP » au profit des dirigeants de la STIP, tels qu'ils ressortent des états financiers de cette filiale pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, se présentent comme suit (en DT) :

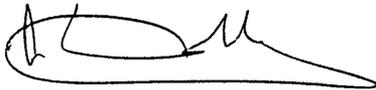
| Eléments de la rémunération | Riadh Berrjeb | |
|-----------------------------|-----------------------|--------------------|
| | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/16 |
| Avantages à court terme | 15 088 | 0 |
| TOTAL | 15.088 | 0 |

Fait à Tunis, le 4 octobre 2017

Les commissaires aux comptes

AMC Ernst & Young

Anis LAADHAR



Financial Auditing & Consulting

Fadhel JAOUA



Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA (STIP)

BILAN

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

| Actifs | Notes | Solde au 31 décembre | Solde au 31 décembre |
|--|-------|----------------------|----------------------|
| | | 2016 | 2015 |
| Actifs non courants | | | |
| Actifs immobilisés | | | |
| Immobilisations incorporelles | | 8 471 897 | 8 471 273 |
| - Amortissements des immobilisations incorporelles | | (8 448 848) | (8 395 038) |
| | III.1 | 23 049 | 76 234 |
| Immobilisations corporelles | | 179 711 430 | 177 176 041 |
| - Amortissements des immobilisations corporelles | | (164 423 062) | (162 834 059) |
| | III.1 | 15 288 367 | 14 341 982 |
| Immobilisations financières | | 10 680 447 | 10 703 681 |
| - Provisions sur immobilisations financières | | (8 234 143) | (6 190 517) |
| | III.2 | 2 446 304 | 4 513 165 |
| Total des actifs immobilisés | | 17 757 720 | 18 931 381 |
| Total des actifs non courants | | 17 757 720 | 18 931 381 |
| Actifs courants | | | |
| Stocks | | 29 900 991 | 36 666 698 |
| -Provisions pour dépréciation des stocks | | (1 121 571) | (962 086) |
| | III.3 | 28 779 421 | 35 704 612 |
| Clients et comptes rattachés | | 39 856 664 | 39 286 042 |
| -Provisions pour dépréciation des comptes clients | | (27 261 745) | (16 594 604) |
| | III.4 | 12 594 919 | 22 691 439 |
| Autres actifs courants | | 16 546 059 | 22 908 753 |
| -Provisions pour dépréciation des autres actifs courants | | (5 714 642) | (1 163 165) |
| | III.5 | 10 831 417 | 21 745 588 |
| Placements et autres actifs financiers | III.6 | 1 740 649 | 114 807 |
| Liquidités et équivalents de liquidités | III.7 | 2 196 317 | 1 529 210 |
| Total des actifs courants | | 56 142 723 | 81 785 656 |
| Total des actifs | | 73 900 442 | 100 717 037 |

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA (STIP)

BILAN

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

| Capitaux propres et passifs | Notes | Solde au 31 décembre 2016 | Solde au 31 décembre 2015 |
|--|--------------|---------------------------------|---------------------------------|
| Capitaux propres | | | |
| Capital social | | 12 623 469 | 12 623 469 |
| Réserves légales | | 2 419 912 | 2 419 912 |
| Réserves spéciales | | 2 603 050 | 2 603 050 |
| Actions propres | | (325 724) | (325 724) |
| Autres capitaux propres | | 7 741 764 | 7 753 164 |
| Résultats reportés | | (175 303 778) | (172 332 849) |
| Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice | | (150 241 306) | (147 258 977) |
| Résultat de l'exercice | | (49 661 840) | (2 970 929) |
| Total des capitaux propres | III.8 | (199 903 146) | (150 229 906) |
| Passifs | | | |
| Passifs non courants | | | |
| Emprunts et dettes assimilées | III.9 | 41 757 051 | 59 626 979 |
| Autres passifs non courants | III.10 | 845 149 | 844 649 |
| Provisions pour risques et charges | III.11 | 7 738 982 | 4 693 983 |
| Total des passifs non courants | | 50 341 182 | 65 165 611 |
| Passifs courants | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | III.12 | 9 108 937 | 10 409 405 |
| Autres passifs courants | III.13 | 71 890 480 | 62 486 554 |
| Concours bancaires et autres passifs financiers | III.14 | 142 462 989 | 112 885 372 |
| Total des passifs courants | | 223 462 406 | 185 781 332 |
| Total des passifs | | 273 803 588 | 250 946 943 |
| Total des capitaux propres et des passifs | | 73 900 442 | 100 717 037 |

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA (STIP)

Etat de résultat

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

| | Notes | Période de 12 mois close le 31/12/2016 | Période de 12 mois close le 31/12/2015 |
|--|--------|--|--|
| Produits d'exploitation | | | |
| Revenus | III.15 | 41 729 238 | 88 744 267 |
| Autres produits d'exploitation | III.16 | 251 864 | 1 008 660 |
| Total des produits d'exploitation | | 41 981 102 | 89 752 927 |
| Charges d'exploitation | | | |
| Variation des stocks de produits finis et des encours | | 10 533 466 | (4 049 627) |
| Achats d'approvisionnements consommés | III.17 | 16 848 587 | 53 239 751 |
| Charges de personnel | III.18 | 24 592 862 | 26 691 141 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | III.19 | 22 089 284 | 2 359 765 |
| Autres charges d'exploitation | III.20 | 3 736 680 | 5 234 182 |
| Total des charges d'exploitation | | 77 800 879 | 83 475 211 |
| Résultat d'exploitation | | (35 819 777) | 6 277 715 |
| Charges financières nettes | III.21 | 13 472 662 | 12 096 639 |
| Produits des placements | III.22 | 10 258 | - |
| Autres gains ordinaires | III.23 | 2 355 | 3 005 675 |
| Autres pertes ordinaires | III.24 | 293 220 | 7 814 |
| Résultat des activités ordinaires avant impôt | | (49 573 047) | (2 821 063) |
| Impôt sur les bénéfices | III.25 | 88 793 | 149 866 |
| Résultat des activités ordinaires après impôt | | (49 661 840) | (2 970 929) |
| Eléments extraordinaires | | - | - |
| Résultat net de l'exercice | | (49 661 840) | (2 970 929) |
| Résultat net de la période | | (49 661 840) | (2 970 929) |
| Effets des modifications comptables (net d'impôt) | | - | - |
| Résultat de l'exercice après modification comptable | | (49 661 840) | (2 970 929) |

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA (STIP)

Etat des flux de trésorerie

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

| | Notes | Période close le | |
|--|--------|--------------------|--------------------|
| | | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
| Flux de trésorerie liés à l'exploitation | | | |
| Résultat net | | (49 661 840) | (2 970 929) |
| Ajustements pour | | | |
| - Amortissements et provisions | III.26 | 22 329 521 | 2 504 665 |
| - Variations des | | | |
| Stocks | III.27 | 6 765 706 | (2 436 725) |
| Créances | III.28 | (570 622) | 639 016 |
| Autres actifs courants | III.29 | 6 362 695 | (10 878 873) |
| Placements et autres actifs financiers | III.30 | (1 625 842) | 71 948 |
| Fournisseurs et autres dettes | III.31 | 16 906 813 | 17 078 664 |
| - Transfert de charges | III.32 | 486 249 | (3 207) |
| - Plus ou moins-value de cession | | - | - |
| Total des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | | (992 681) | (4 004 558) |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | | |
| Décassements affectés à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles | III.33 | (2 724 661) | (1 977 230) |
| Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles | | - | - |
| Décassements affectés à l'acquisition d'immobilisations financières | | - | (23 160) |
| Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières | III.34 | 23 234 | - |
| Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | (2 701 427) | (2 000 391) |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | | |
| Dividendes et autres distributions | | - | - |
| Actions propres | | - | - |
| Encaissements provenant des emprunts | III.35 | 13 194 791 | 51 237 860 |
| Encaissements provenant des subventions | | - | - |
| Décassements pour remboursement des emprunts | III.36 | (13 306 083) | (54 557 022) |
| Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement | | (111 292) | (3 319 162) |
| Incidence de la variation des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités | III.37 | 15 392 | 15 556 |
| Variation de trésorerie | | (1 804 646) | (1 299 439) |
| Trésorerie au début de l'exercice | | (26 394 782) | (25 095 343) |
| Trésorerie à la clôture de l'exercice | III.38 | (28 199 428) | (26 394 782) |

NOTES AUX ETATS FINANCIERS**I. PRESENTATION DE LA SOCIETE**

La STIP est une société anonyme, créée le 21 Juillet 1980 Son capital a été augmenté à plusieurs reprises pour être porté au 31 décembre 2003 à 42 078 240 DT Ce capital a été réduit, par l'AGE du 30 juin 2008, pour un montant de 29 454 768 DT rapportant ainsi la valeur nominale de l'action de 10 DT à 3 DT La même AGE a décidé une augmentation du capital qui n'a pas été suivi d'effets pour le montant de 42 078 240 DT (émission de 14 026 080 nouvelles actions) L'AGE du 19 juin 2014 a réduit le capital de 3 DT pour le porter de 12 623 472 DT à 12 623 469 DT, et ce, moyennant l'annulation d'une action achetée par la société

La société est réputée commerçante et est régie par la réglementation Tunisienne, ainsi que les dispositions de ses statuts qui prévoient comme objet principal la fabrication et la commercialisation des pneumatiques et de tous autres articles en caoutchouc manufacturé

Suite à son acquisition de la société "SONAP", la "STIP" est devenue, à partir de juillet 1991, l'unique producteur de pneumatiques en Tunisie

Sur le plan fiscal, la société est régie par les dispositions du droit commun et bénéficie à ce titre des avantages fiscaux relatifs à l'exportation de biens et de services

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 12 octobre 2001 a décidé l'ouverture du capital par offre publique de vente (OPV) Cette opération a porté sur 382 529 actions représentant, à l'époque, 10% du capital social

II. REFERENTIEL COMPTABLE**II.1. DECLARATION DE CONFORMITE**

Les états financiers ont été établis et arrêtés conformément aux dispositions du Système Comptable des Entreprises Les règles, méthodes et principes adoptés pour l'enregistrement des opérations courant ou à la fin de l'exercice ne comportent aucune dérogation significative par rapport à ceux prévus par les normes comptables en vigueur

II.2. BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES**Continuité d'exploitation**

La société a accusé une perte nette de 49 661 840 DT pour l'exercice clos au 31 décembre 2016, portant les capitaux propres arrêtés à cette date à la somme négative de 199 903 146 DT, soit 206 214 880 DT en deçà de la moitié du capital social et qu'en conséquence, et malgré la réduction du capital à néant suivie, simultanément, d'une augmentation de capital en numéraire de 12 623 469 DT décidées par l'AGE du 28 juin 2017, une Assemblée Générale Extraordinaire devrait être convoquée dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes de l'exercice 2016 en vue de se prononcer sur l'application des dispositions de l'article 388 du code des sociétés commerciales

Le passif exigible était, au 31 décembre 2016, supérieur de 167 319 683 DT à l'actif circulant et le passif total supérieur de 199 903 146 DT au total de l'actif.

Par ailleurs, les difficultés liées à l'accès au financement du cycle d'exploitation, et notamment le financement de l'importation des matières premières au titre de 2016, ont accentué les déficits de trésorerie de la société et ont engendré son incapacité de régler ses fournisseurs ainsi que ses dettes fiscales et sociales dans les délais convenus ou légaux. Il en a résulté des ruptures fréquentes de stocks, et par conséquent, des arrêts successifs de la production suivis d'un arrêt total et continu de celle-ci depuis la fin du mois de mai 2016 et de protestations des employés de l'usine de M'saken. La fin du mouvement social à ladite usine et la reprise de la production ont eu lieu en date du 9 décembre 2016 après la conclusion d'un accord, avec la partie syndicale, au siège du ministère des affaires sociales.

Suite à l'acquisition par la société Africa Holding d'une quantité de titres STIP lui conférant une part de droits de vote dépassant le seuil de 40% dans le capital de la société, et à l'occasion de l'Offre Publique d'Achat initiée par la société Africa Holding en réponse à la décision du CMF du 24 août 2016 relative à la soumission de cette dernière à une OPA obligatoire portant sur le reste du capital de la STIP qu'elle ne détient pas, ce nouvel actionnaire majoritaire a exprimé ses intentions pour les 12 mois à venir dans les domaines industriel (prévoyant un investissement matériel pour la production de nouvelles dimensions), financier (prévoyant le financement du cycle d'exploitation) et social (envisageant le départ à la retraite anticipée de certains employés avec le recrutement de personnel technique qualifié). Ces axes s'insèrent dans le cadre d'un plan de restructuration qui fera l'objet de négociations avec les autorités compétentes. Un plan de sauvetage de la société a été établi en 2017.

Outre le déblocage des matières premières stockées au port pour non règlement des fournisseurs grâce à un financement en devises obtenu, au cours du 2^{ème} semestre 2016, auprès de la Banque de l'Habitat pour 3 700 000 DT (en contrepartie d'une garantie personnelle du nouveau PDG de 2 000 000 DT), la STIP a pu bénéficier, au cours du 1^{er} semestre 2017, de 2 financements en devises supplémentaires auprès de la même banque pour 10 000 000 DT (en contrepartie d'une garantie personnelle du nouveau PDG de 5 000 000 DT) et pour 2 000 000 DT. Par ailleurs, le nouvel actionnaire a procédé, en octobre et décembre 2016, à l'injection, conformément à la démarche convenue lors de la réunion ayant eu lieu au ministère de l'industrie en date du 29 juillet 2016, de la somme de 2 000 000 DT en compte courant associé pour faire face aux besoins de la société et a entamé, dans le cadre de la recherche d'un partenaire stratégique, les négociations avec la compagnie japonaise TOYOMOTO pour une prise de participation dans le capital. Ces négociations sont abouties à la signature, en juillet 2017, d'une lettre d'intention sur le partenariat envisagé.

D'un autre côté, la STIP est entrée en lock-out à partir du 22 mai 2017 pour une durée limitée à 2 semaines (la durée prévue était 3 mois) suite à un accord conclu à l'issue d'une réunion des partenaires sociaux le 2 juin 2017, et ce pour les raisons suivantes : d'abord, le non respect du cahier des charges organisant les opérations d'importation de pneus, ensuite, l'arrêt total des ventes de la société en raison de l'inondation du marché par les importateurs de pneus conjuguée avec l'importation anarchique et le commerce parallèle, et enfin, le refus de la demande de mise en chômage technique formulée par la société objet des deux réunions de conciliation en dates du 6 avril 2017 et du 4 mai 2017. L'usine de M'saken a été fermée, de nouveau, en juillet 2017, suite à la baisse de la production à moins de 5% de la production normale au cours du mois de juin.

Faute d'accès aisé et systématique au financement nécessaire de l'importation des matières premières, d'accords de rééchelonnement des échéances impayées des emprunts, d'un solutionnement des difficultés causées à la société par la concurrence déloyale provoquée par les importations anarchiques des pneus et par

le commerce parallèle et d'un climat social serein et favorable pour la production et pour le développement de l'entreprise et à défaut de concrétisation d'un plan de restructuration de la société lui permettant de surmonter ses difficultés et de relancer son activité, des doutes importants pèsent sur la continuité d'exploitation. L'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs pourrait s'avérer inappropriée.

Nonobstant les incertitudes précitées, les présents états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus en matière de continuité de l'exploitation qui prévoient que la STIP sera en mesure de réaliser ses éléments d'actif et de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal des affaires.

En conséquence, les états financiers ont été établis en adoptant le concept de capital financier et en retenant comme procédé de mesure celui du coût historique.

Les autres méthodes d'évaluation les plus significatives se résument comme suit :

Unité monétaire

Les états financiers sont établis en dinar Tunisien. Les soldes des opérations libellées en monnaie étrangère ont été convertis au cours de clôture et les gains et pertes de change ont été imputés directement au résultat conformément aux dispositions de la norme comptable NC 15.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'entrée qui comprend le prix d'achat augmenté des droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs tels que les commissions et courtages, les frais de transit, les frais de préparation du site, les frais de livraison, de manutentions initiales et les frais d'installation.

Les amortissements sont calculés sur les durées d'utilisations effectives de chaque immobilisation suivant le système linéaire et sur la base des taux suivants :

| Nature d'immobilisation | Taux d'amortissement |
|--|-----------------------------|
| Logiciels informatiques | 33% |
| Matériel de transport | 20% |
| Matériel informatique | 15% |
| Installations, Agencements et Aménagements des constructions | 10% |
| Matériel et outillage industriel | 10% |
| Know How | 10% |
| Mobilier et matériel de bureau | 10% |
| Fonds de commerce | 5% |
| Constructions | 5% |

La société a réévalué ses immobilisations au cours de l'exercice 1996. Cette opération a été faite sur la base des indices de réévaluation fixés par le décret 90-905 du 04 juin 1990 et a permis de dégager une réserve.

spéciale de réévaluation de 7 705 346 DT, inscrite parmi les capitaux propres Les valeurs nettes comptables des immobilisations réévaluées sont amorties linéairement aux taux suivants

| Nature d'immobilisation | Taux |
|-------------------------------------|-------------|
| Matériels et outillages industriels | 20% |
| Constructions | 2,5% à 5% |

Stocks

Les stocks (de matières premières, matières consommables, produits en cours et produits finis) sont comptabilisés selon la méthode de l'inventaire intermittent conformément au paragraphe 31 de la norme comptable NC 04 relative aux stocks

Les stocks sont évalués au coût historique ou à la valeur de réalisation nette si elle est inférieure

Le coût historique des stocks correspond au coût d'achat pour les éléments achetés et au coût de production pour les éléments produits. Il inclut l'ensemble des coûts encourus pour mettre les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent

Le coût d'achat ou de production des stocks comprend

- Pour les stocks de matières premières et de matières consommables, le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et taxes non récupérables par la société, ainsi que les frais de transport, d'assurances liés au transport de réception et autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés,
- Pour les stocks d'en cours de production et de produits finis, le coût d'achat des matières consommées dans la production et une juste part des coûts directs et indirects de production pouvant être raisonnablement rattachée à la production Lorsque le niveau réel de production est inférieur à la capacité normale de production, les frais généraux fixes de production tels que les charges d'amortissement des bâtiments et équipements industriels et les frais de gestion et d'administration de la production sont imputés au coût de production à hauteur du niveau réel de production à la capacité normale de production (la méthode de l'imputation rationnelle)

Les pièces de rechange pouvant être utilisés de manière diversifiée constituent des stocks valorisés au coût d'achat. En revanche, les pièces de rechange spécifiques utilisés exclusivement pour des immobilisations non interchangeables sont traitées en tant qu'immobilisations conformément à la norme compte NC 05 relative aux immobilisations corporelles

L'évaluation des stocks à leur valeur de réalisation nette doit aboutir à la constatation de toute dépréciation et perte éventuelle sur les stocks détenus par la société en charges de l'exercice au cours duquel la dépréciation ou la perte s'est produite La valeur de réalisation nette des stocks est déterminée sur la base de l'hypothèse la plus vraisemblable de la valeur probable de réalisation des stocks dans des conditions normales de vente Il est également tenu comptes des données connues après la clôture de l'exercice dans la mesure où ces données confirment les conditions existantes à la clôture de l'exercice

Placements à long terme

Les placements à long terme sont détenus dans l'intention de les conserver durablement notamment pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, ou une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour

obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger, ou promouvoir des relations commerciales. Un placement à long terme est également un placement qui n'a pas pu être classé parmi les placements à court terme.

Lors de leur acquisition, ces placements sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition tel que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus. Toutefois, les honoraires d'étude et de conseil engagés à l'occasion de l'acquisition de placements à long terme peuvent être inclus au coût.

A la date de clôture, il est procédé à l'évaluation des placements à long terme à leur valeur d'usage. Les moins values par rapport au coût font l'objet de provision. Les plus values par rapport au coût ne sont pas constatées.

Emprunts et charges d'emprunt

Le principal des emprunts est comptabilisé, pour la partie débloquée, au passif du bilan sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est classée parmi les passifs courants.

Les charges d'emprunts sont comptabilisées en résultat financier, sous l'intitulé "Charges financières nettes", à mesure qu'elles sont courues. Lorsqu'elles se rapportent à des actifs qualifiés (immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles et stocks nécessitant une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés ou vendus), elles sont incorporées dans le coût conformément aux dispositions de la norme comptable NC 13 relative aux charges d'emprunt.

Opérations en monnaie étrangère

Les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties en dinars, au niveau des comptes de la société, sur la base du cours du jour de l'opération en date d'engagement et celui du règlement lors de leur dénouement financier. Les différences de change définitives dégagées sont portées, selon le cas, au niveau des comptes de pertes et gains de changes.

A la date de clôture de l'exercice, les actifs et passifs monétaires courants libellés en monnaie étrangère sont actualisés en dinars par référence au taux de change en vigueur à cette date. Les pertes et les gains de change latents découlant de cette actualisation sont portés en résultat conformément aux dispositions de la norme NCT 15 relative aux opérations en monnaies étrangères.

Revenus

Les revenus provenant de la vente des produits fabriqués par la société sont comptabilisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est satisfait :

- La société a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété,
- Le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable,
- Il est probable que des avantages futurs associés à l'opération bénéficieront à la société,
- Les coûts encourus ou à encourir concernant l'opération peuvent être mesurés de façon fiable.

Les revenus résultant de l'utilisation des ressources de la société par des tiers moyennant intérêts, redevances ou dividendes sont comptabilisés lorsque les conditions suivantes sont remplies

- La contrepartie obtenue de l'utilisation des ressources de la société par des tiers peut être mesurée de façon fiable,
- Le recouvrement de la contrepartie obtenue est raisonnablement sûr

Si une incertitude relative au recouvrement des contreparties au titre de la vente des produits fabriqués ou de l'utilisation des ressources de la société par des tiers prend naissance après la constatation des revenus, une provision distincte est constituée pour en tenir compte, le montant initialement comptabilisé au titre des revenus n'est pas ajusté

Lorsque les intérêts comptabilisés en produits n'ont pas été encaissés à leur échéance, le recouvrement des intérêts futurs n'est plus censé être raisonnablement certain. De ce fait, les intérêts déjà constatés mais non encaissés font l'objet d'une provision pour couvrir les risques de non recouvrement. Les intérêts futurs ne seraient plus constatés en produits, mais plutôt dans un compte passif à mesure qu'ils sont courus

III. Notes explicatives des états financiers (Montants en Dinar Tunisien)
III.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles nettes s'élèvent à 15 311 416 Dinars au 31 Décembre 2016 Dinars contre 14 418 216 Dinars au 31 Décembre 2015 La variation des immobilisations incorporelles et corporelles se détaille comme suit

| IMMOBILISATIONS | VALEUR BRUTE | | | | | AMORTISSEMENTS | | | | VCN au 31/12/16 |
|--|--------------------|------------------|------------|------------------|--------------------|----------------------|--------------------|----------------|----------------------|--------------------|
| | 31/12/2015 | Acquisitions | Transferts | Sorties | 31/12/2016 | 31/12/2015 | Dotation 2016 | Sorties | 31/12/2016 | |
| <u>IMMO INCORPORELLES</u> | | | | | | | | | | |
| -Know How | 7 004 062 | - | - | - | 7 004 062 | (7 004 062) | - | - | (7 004 062) | - |
| -Logiciels | 704 514 | 625 | - | - | 705 138 | (666 414) | (15 675) | - | (682 089) | 23 049 |
| -Fonds commercial | 762 697 | - | - | - | 762 697 | (724 562) | (38 135) | - | (762 697) | - |
| -En cours | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| - Avance sur commandes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Sous-total (I) | 8 471 273 | 625 | - | - | 8 471 897 | (8 395 038) | (53 810) | - | (8 448 848) | 23 049 |
| <u>IMMO CORPORELLES</u> | | | | | | | | | | |
| -Terrains | 1 368 098 | - | - | - | 1 368 098 | - | - | - | - | 1 368 098 |
| -Constructions | 24 892 371 | - | - | - | 24 892 371 | (18 056 940) | (828 145) | - | (18 885 084) | 6 007 286 |
| -Constructions réévaluées | 870 029 | - | - | - | 870 029 | (614 171) | (12 793) | - | (626 964) | 243 066 |
| -Agencement -aménagement des constructions | 3 341 554 | - | - | - | 3 341 554 | (3 190 676) | (27 110) | - | (3 217 786) | 123 769 |
| -Matériel & outillages industriels | 102 848 254 | 964 633 | 150 911 | (219 483) | 103 744 315 | (99 548 508) | (659 103) | 219 483 | (99 988 128) | 3 756 186 |
| -Matériel & outil industriels réévalués | 37 454 318 | - | - | - | 37 454 318 | (37 454 318) | - | - | (37 454 318) | - |
| -Matériel de transport | 1 731 131 | - | - | - | 1 731 131 | (1 388 358) | (126 198) | - | (1 514 556) | 216 576 |
| -Matériel informatique | 1 279 104 | 17 007 | 11 606 | - | 1 307 717 | (1 135 067) | (40 433) | - | (1 175 500) | 132 216 |
| -Agencements, Aménagements & Installations | 1 721 116 | 327 838 | - | - | 2 048 954 | (1 020 820) | (109 382) | - | (1 130 203) | 918 751 |
| -Equipements de bureau | 463 278 | 2 177 | - | (495) | 464 959 | (425 200) | (5 818) | 495 | (430 524) | 34 435 |
| -En cours | 1 206 787 | 1 443 713 | (162 517) | - | 2 487 983 | - | - | - | - | 2 487 983 |
| - Avance sur commandes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Sous-total (II) | 177 176 041 | 2 755 367 | - | (219 978) | 179 711 430 | (162 834 059) | (1 808 982) | 219 978 | (164 423 062) | 15 288 367 |
| Total (I+II) | 185 647 314 | 2 755 992 | - | (219 978) | 188 183 327 | (171 229 097) | (1 862 792) | 219 978 | (172 871 911) | 15 311 416 |

(*) Parmi les éléments de la rubrique « Matériel de transport » figurent des véhicules exploités dans le cadre de contrats de leasing La valeur brute, les amortissements cumulés et la valeur comptable nette de ces actifs se détaille, comparativement, comme suit

| | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|-------------------------------|----------------|----------------|
| Valeur brute | 462 612 | 462 612 |
| Amortissements cumulés | (246 020) | (153 498) |
| Valeur comptable nette | 216 592 | 309 114 |

III.2. Immobilisations financières

Les immobilisations financières nettes des provisions s'élèvent au 31 Décembre 2016 à 2 446 304 Dinars contre 4 513 165 Dinars au 31 Décembre 2015 Elles se détaillent comme suit

| Désignation | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|-------------------|-------------------|
| Titres de participation SOMACOP (% de détention 99,99%) | 5 596 850 | 5 596 850 |
| Titres de participation SMTP (% de détention 65,06%) | 4 508 355 | 4 508 355 |
| Cautionnements | 504 878 | 504 878 |
| Prêts au personnel | 70 364 | 93 598 |
| Total brut | 10 680 447 | 10 703 681 |
| Provision pour dépréciation des titres SOMACOP | 5 596 850 | 4 833 481 |
| Provision pour dépréciation des titres SMTP | 2 637 293 | 1 357 035 |
| Total net | 2 446 304 | 4 513 165 |

III.3. Stocks

Les stocks nets s'élèvent au 31 Décembre 2016 à 28 779 421 Dinars contre 35 704 612 Dinars au 31 Décembre 2015 et se présentent comme suit

| Désignation | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|-------------------|-------------------|
| Matières premières | 12 831 503 | 8 875 276 |
| Produits finis | 5 829 461 | 17 299 047 |
| En-cours de production de biens | 3 159 052 | 2 222 932 |
| Pièces de rechange et autres approvisionnements | 8 080 976 | 8 269 443 |
| Total brut | 29 900 991 | 36 666 698 |
| Provision pour dépréciation des MP | 39 880 | 31 191 |
| Provision pour dépréciation des produits finis | 281 691 | 130 894 |
| Provisions pour dépréciation des PDR | 800 000 | 800 000 |
| Total net | 28 779 421 | 35 704 612 |

III.4. Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés nets s'élèvent au 31 Décembre 2016 à 12 594 919 Dinars contre 22 691 439 Dinars au 31 Décembre 2015 Le détail se présente comme suit

| Désignation | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|-------------------|-------------------|
| Clients ordinaires | 437 046 | 4 083 664 |
| Clients locaux, effets à recevoir | 111 455 | 49 503 |
| Clients, chèques en caisse | 204 931 | 19 275 119 |
| Clients douteux | 39 103 232 | 15 877 756 |
| Total brut | 39 856 664 | 39 286 042 |
| Provision pour dépréciation des comptes clients | 27 261 745 | 16 594 604 |
| Total net | 12 594 919 | 22 691 439 |

III.5. Autres actifs courants

La valeur nette des autres actifs courants s'élève au 31 Décembre 2016 à 10 831 417 Dinars contre 21 745 588 Dinars au 31 Décembre 2015 Le détail se présente comme suit

| Désignation | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|-------------------|-------------------|
| Fournisseurs débiteurs | 1 266 247 | 3 924 631 |
| Personnel | 81 795 | 57 381 |
| Etat, impôts sur les sociétés à reporter | 6 269 832 | 5 872 308 |
| Taxes sur le CA récupérable | 2 553 010 | 5 425 415 |
| Etat, TFP à reporter | 143 788 | 216 729 |
| Etat, avances en douanes | 205 008 | 208 922 |
| Etat, rappel d'Impôts | 364 315 | 364 315 |
| Société du groupe SOMACOP | 3 975 868 | 3 748 209 |
| Société du groupe SMTP | 1 224 009 | 1 131 217 |
| Sociétés du groupe SOMACOP Plus | 65 112 | 62 507 |
| Tunisie factoring | 12 884 | 901 624 |
| Charges constatées d'avance | 231 605 | 153 955 |
| Débiteurs divers | 152 586 | 841 540 |
| Total brut | 16 546 059 | 22 908 753 |
| Provision pour dépréciation des AAC | 5 714 642 | 1 163 165 |
| Total net | 10 831 417 | 21 745 588 |

III.6. PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Les placements et autres actifs financiers nets s'élèvent au 31 Décembre 2016 à 1 740 649 Dinars contre 114 807 Dinars au 31 Décembre 2015 Le détail se présente comme suit

| Désignation | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|------------------|----------------|
| Placement courant | 1 000 000 | - |
| Intérêts à recevoir | 10 258 | - |
| Régies d'avances et accreditifs (supérieurs à 3 mois) | 730 391 | 114 807 |
| Total | 1 740 649 | 114 807 |

III.7. Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent au 31 Décembre 2016 à 2 196 317 Dinars contre 1 529 210 Dinars au 31 Décembre 2015 Elles se détaillent comme suit

| Désignation | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|------------------|------------------|
| Caisses | 2 802 | 12 985 |
| Régies d'avances et accreditifs (inférieurs à 3 mois) | - | 493 467 |
| Chèques à encaisser | 731 156 | 707 220 |
| Banques | 1 462 359 | 315 538 |
| Total | 2 196 317 | 1 529 210 |

III.8. Capitaux propres

Les capitaux propres présentent au 31 Décembre 2016 un solde négatif de 199 903 146 Dinars contre un solde négatif au 31 Décembre 2015 de 150 229 906 Dinars

Le tableau de variation des capitaux propres se présente comme suit

| | Capital Social (1) | Réserve légale | Réserve spéc d'investissement | Réserve spéciale | Actions propres (2) | Autres capit propres | Résultats reportés | Amortissements différés | Résultat de l'exercice | Total |
|--|--------------------|------------------|-------------------------------|------------------|---------------------|----------------------|---------------------|-------------------------|------------------------|----------------------|
| Solde au 31 décembre 2014 | 12 623 469 | 2 419 912 | 1 903 050 | 700 000 | (325 724) | 7 766 530 | (65 974 334) | (104 929 000) | (1 429 514) | (147 245 611) |
| Affectation de résultat de l'exercice 2014 suivant la décision de l'AGO du 25/6/2015 | | | | | | | (1 429 514) | | 1 429 514 | - |
| Subvention d'investissement - Quote part de l'exercice | | | | | | (13 365) | | | | (13 365) |
| Résultat net de l'exercice | | | | | | | | | (2 970 929) | (2 970 929) |
| Solde au 31 décembre 2015 | 12 623 469 | 2 419 912 | 1 903 050 | 700 000 | (325 724) | 7 753 165 | (67 403 848) | (104 929 000) | (2 970 929) | (150 229 906) |
| Affectation de résultat de l'exercice 2015 suivant la décision de l'AGO du 23/6/2016 | | | | | | | (2 970 929) | | 2 970 929 | - |
| Subvention d'investissement - Quote part de l'exercice | | | | | | (11 400) | | | | (11 400) |
| Résultat net de l'exercice | | | | | | | | | (49 661 840) | (49 661 840) |
| Solde au 31 décembre 2016 | 12 623 469 | 2 419 912 | 1 903 050 | 700 000 | (325 724) | 7 741 764 | (70 374 777) | (104 929 000) | (49 661 840) | (199 903 146) |

(1) LE CAPITAL SOCIAL EST DIVISE EN 4 207 823 ACTIONS D'UNE VALEUR NOMINALE DE 3 DT CHACUNE L'AGE DU 30/06/2008 A DECIDE D'AUGMENTER LE CAPITAL DE LA STIP DE 42 078 240 DINARS POUR LE PORTER DE 12 623 472 A 54 701 712 DINARS PAR L'EMISSION DE 14 026 080 ACTIONS NOUVELLES DE 3 DINARS CHACUNE (EN NUMERAIRE) A LIBERER INTEGRALEMENT A LA SOUSCRIPTION CETTE AUGMENTATION N'A PAS ETE REALISEE

(2) Les actions propres détenues par la société, suite à la décision de son AGO du 19 mars 2002 et à la cession réalisée, correspondent à 32 845 actions représentant 0,78% du total des actions en circulation

(3) Les autres capitaux propres sont constitués de la réserve spéciale de réévaluation légale de certaines immobilisations réalisée en 1996 pour 7 705 346 DT, des subventions d'investissement nettes pour 36 417 DT et d'autres compléments d'apport pour 1 DT. Les subventions d'investissement se détaillent comme suit

| | Valeur brute | QP inscrites au Rt | Valeur nette |
|---|----------------|--------------------|---------------|
| Subvention d'investissement pour l'acquisition d'une chaudière (dans le cadre d'un plan d'action d'économie d'énergie) | 64 000 | 61 333 | 2 667 |
| Subvention d'investissement pour l'acquisition d'insert et de moules (dans le cadre d'une relation commerciale) | 25 000 | 11 250 | 13 750 |
| Subvention d'investissement pour l'acquisition d'un palan (au titre des projets de santé et de la sécurité professionnelle) | 25 000 | 5 000 | 20 000 |
| Total | 114 000 | 77 583 | 36 417 |

Toutes les conditions relatives à ces subventions ont été remplies et aucune éventualité relative à ces subventions n'est à signaler

III.9. Emprunts et dettes assimilées

Les emprunts et dettes assimilées s'élèvent au 31 Décembre 2016 à 41 757 051 Dinars contre un solde de 59 626 979 Dinars au 31 Décembre 2015. Le détail des emprunts (échéances à plus d'un an, échéances à moins d'un an et échéances impayées) se présente comme suit

| BAILLEURS DE FONDS | Durée | Franchise | Prncipal en début de période | Nouveaux emprunts de la période | Remboursements de la période | Principal en fin de période | Detail du solde en fin de période | | |
|-------------------------------|---------|-----------|------------------------------|---------------------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | | | | a + d'un an | à - d'un an | impayés |
| CREDITS NON RENEGOCIES | | | | | | | | | |
| STB Credit 2 063027,120 | 15 ans | 3 ans | 2 063 027 | - | - | 2 063 027 | - | 85 959 | 1 977 068 |
| STB Credit 2 372 171,477 | 15 ans | 3 ans | 2 372 171 | - | - | 2 372 171 | - | 148 261 | 2 223 911 |
| STB Credit 3 358906,778 | 15 ans | 3 ans | 3 358 907 | - | - | 3 358 907 | - | 139 954 | 3 218 952 |
| STB Credit 1 205 894,625 | 15 ans | 2 ans | 1 205 895 | - | - | 1 205 895 | - | 100 491 | 1 105 403 |
| STB Credit 2372 546,236 | 15 ans | 2 ans | 2 326 920 | - | - | 2 326 920 | - | 182 504 | 2 144 417 |
| STB Credit 2627 453,764 | 15 ans | 2 ans | 2 576 926 | - | - | 2 576 926 | - | 202 112 | 2 374 814 |
| STB Credit 5000 000,000 | 7 ans | - | 3 928 571 | - | - | 3 928 571 | - | - | 3 928 571 |
| AIL Credit leasing 1 (*) | 3 ans | | 1 | - | - | 1 | - | - | 1 |
| AIL Credit leasing 2 (*) | 3 ans | | 8 989 | - | (8 987) | 2 | - | - | 2 |
| AIL Credit leasing 3 (*) | 3 ans | | 100 541 | - | (40 424) | 60 116 | 15 740 | 44 376 | - |
| AIL Credit leasing 4 (*) | 3 ans | | 90 395 | - | (33 549) | 56 846 | 19 876 | 36 970 | - |
| CNSS Credit 71 096,556 | 60 mois | 3 ans | 71 096 | | | 71 096 | 54 557 | 13 257 | 3 282 |
| CREDITS RENEGOCIES | | | | | | | | | |
| ATTIJARI 3 398 135 | 5 ans | | 843 936 | - | (84 439) | 759 496 | - | 276 496 | 483 001 |
| ATTIJARI 3 398 135 | | | 3 765 624 | - | - | 3 765 624 | - | 3 765 624 | - |
| ATTIJARI 2 000 000 | | | 1 463 571 | - | (228 534) | 1 235 037 | - | - | 1 235 037 |
| Amen Bank 7 035 000 | 10 ans | 3 ans | 5 959 059 | - | (165 529) | 5 793 529 | 3 972 706 | 993 176 | 827 647 |
| Amen Bank 4 180 787 | | | 4 180 787 | - | - | 4 180 787 | 4 180 787 | - | - |
| UIB 3 180 000 | 3 ans | | 2 031 667 | - | (176 667) | 1 855 000 | - | 971 667 | 883 333 |
| UIB 2 289 000 | | | 2 289 000 | - | - | 2 289 000 | - | 2 289 000 | - |
| BNA 13 806 000 | 10 ans | | 12 399 837 | - | (127 833) | 12 272 004 | 9 204 012 | 1 533 996 | 1 533 996 |
| BNA 16 923 000 | 10 ans | 1 an | 16 923 000 | - | - | 16 923 000 | 13 162 332 | 1 880 334 | 1 880 334 |
| BNA 5 000 000 | 7 ans | | 4 444 445 | - | (185 185) | 4 259 260 | 2 777 780 | 740 740 | 740 740 |
| BNA 5 929 000 | 7 ans | 1 an | 5 929 000 | - | - | 5 929 000 | 3 388 000 | 847 000 | 1 694 000 |
| BIAT3 160 000 | 3 ans | | 2 230 588 | - | (929 412) | 1 301 176 | - | 1 115 294 | 185 882 |
| BIAT650 000 | | | 650 000 | - | - | 650 000 | - | 650 000 | - |
| BFT 1 200 000 | 4 mois | | 300 000 | - | (300 000) | - | - | - | - |
| BFT6 947 709 | 48 mois | 4 mois | 6 497 709 | - | (463 179) | 6 484 530 | 3 242 277 | 1 852 716 | 1 389 537 |
| BFT 1 738 984 | | | 1 738 984 | - | - | 1 738 984 | 1 738 984 | - | - |
| Total | | | 90 200 646 | - | (2 743 738) | 87 456 908 | 41 757 050 | 17 869 928 | 27 829 929 |

(*) L'ANALYSE DES ENGAGEMENTS LOCATIFS LIES AUX CONTRATS DE LEASING CONCLUS PAR LA SOCIETE EN SA QUALITE DE PRENEUR SE PRESENTE PAR MATURITE COMME SUIV

| Désignation | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|----------------|-----------------|
| + Paiements minimaux au titre de la location financement | 125 180 | 223 852 |
| à payer dans moins d'1 an | 88 942 | 98 673 |
| à payer dans plus d'1 an et moins de 5 ans | 36 238 | 125 179 |
| à payer dans plus de 5 ans | - | - |
| - Intérêts à courir | (8 218) | (23 926) |
| = Valeur actualisée des paiements minimaux | 116 962 | 199 926 |
| à payer dans moins d'1 an | 81 346 | 82 963 |
| à payer dans plus d'1 an et moins de 5 ans | 35 616 | 116 963 |
| à payer dans plus de 5 ans | - | - |

LES CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DES CONTRATS DE LEASING CONCLUS PAR LA SOCIETE SE PRESENTENT COMME SUIV

| | AIL 1 | AIL 2 | AIL 3 | AIL 4 |
|--------------------------|---------|---------|---------|---------|
| FINANCEMENT | 70 161 | 160 988 | 125 477 | 105 986 |
| MATURITE | 36 MOIS | 36 MOIS | 36 MOIS | 36 MOIS |
| VALEUR RESIDUELLE | 1 | 2 | 1 | 1 |

POUR LESDITS CONTRATS, IL Y A LIEU DE NOTER, EGALEMENT, QUE

- Les charges de loyers de la période n'incluent pas de loyers additionnels,
- La STIP n'a pas conclu de contrats de sous location.

III.10. Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants s'élèvent au 31 Décembre 2016 à 845 149 Dinars contre 844 649 Dinars au 31 Décembre 2015 Le détail de cette rubrique se présente comme suit

| Désignation | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|----------------|----------------|
| Emprunts et dettes assorties C P Etat (*) | 844 649 | 844 649 |
| Dépôts et cautionnements reçus | 500 | - |
| Total | 845 149 | 844 649 |

(*) Il s'agit d'une avance accordée par l'Etat Tunisien depuis les premières années d'activité de la STIP et qui provient d'un don Italien

III.11. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent au 31 Décembre 2016 à 7 738 982 Dinars contre 4 693 983 Dinars au 31 Décembre 2015 Le détail de cette rubrique se présente comme suit

| Désignation | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|------------------|------------------|
| Provision pour indemnités de départ à la retraite | 3 196 189 | 2 955 953 |
| Autres provisions pour risques et charges | 4 542 793 | 1 738 030 |
| Total | 7 738 982 | 4 693 983 |

III.12. Fournisseurs et comptes rattachés

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève à 9 108 937 Dinars au 31 Décembre 2016 contre 10 409 405 Dinars au 31 Décembre 2015 Le détail se présente comme suit

| Désignation | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|------------------|-------------------|
| Fournisseurs d'exploitation | | |
| Fournisseurs locaux | 4 574 500 | 3 081 977 |
| Fournisseurs étrangers | 371 213 | 613 767 |
| Fournisseurs locaux, retenues de garantie | - | - |
| Fournisseurs, effets à payer | 85 862 | 2 849 772 |
| Fournisseurs, effets impayés | 2 481 219 | 17 607 |
| Fournisseurs, factures non parvenues | 1 139 413 | 3 420 886 |
| Total des fournisseurs d'exploitation | 8 652 208 | 9 984 007 |
| Fournisseurs d'immobilisations | | |
| Fournisseurs locaux | 118 994 | 118 994 |
| Fournisseurs étrangers | 25 555 | 25 555 |
| Fournisseurs locaux, retenues de garantie | 312 180 | 280 849 |
| Total des fournisseurs d'immobilisations | 456 729 | 425 398 |
| Total | 9 108 937 | 10 409 405 |

III.13. Autres passifs courants

Les autres passifs courants s'élèvent au 31 Décembre 2016 à 71 890 480 Dinars contre 62 486 554 Dinars au 31 Décembre 2015 et se détaillent comme suit

| Désignation | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|-------------------|-------------------|
| Clients R R R à accorder | 9 862 018 | 9 105 782 |
| Ristournes à rembourser à MAAP | 1 747 515 | 1 566 026 |
| Fonds social | 825 613 | 824 597 |
| Personnel | 5 425 492 | 4 526 002 |
| Etat, impôts et taxes | 36 418 668 | 31 925 079 |
| Société du groupe SMTP | 81 131 | 72 705 |
| Société du groupe AFRICA HOLDING | 2 017 389 | - |
| Associés, dividendes à payer | 725 464 | 725 464 |
| Caisse Nationale de sécurité sociale | 13 950 729 | 9 034 644 |
| Administrateurs, tantièmes à payer | 94 462 | 94 462 |
| Jetons de présence à payer | 161 650 | 215 650 |
| Produits constatés d'avance | 119 846 | 4 223 533 |
| Intérêts différés sur comptes courants associés | 263 063 | - |
| Autres créiteurs divers | 197 440 | 172 610 |
| Total | 71 890 480 | 62 486 554 |

III.14. Concours bancaires et autres passifs financiers

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent au 31 Décembre 2016 à 142 462 989 Dinars contre 112 885 372 au 31 Décembre 2015. Le détail se présente comme suit

| Désignation | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|--------------------|--------------------|
| Échéances à moins d'un an sur emprunts | 17 869 928 | 13 971 117 |
| Échéances impayées | 27 829 929 | 16 602 550 |
| Emprunts courants | 29 109 974 | 25 964 487 |
| Intérêts courus | 37 257 413 | 28 423 227 |
| Banques et autres organismes financiers passif | 30 395 745 | 27 923 991 |
| Total | 142 462 989 | 112 885 372 |

Les échéances à moins d'un an ainsi que les échéances impayées sur emprunts sont détaillées, par bailleur de fonds, au niveau de la note III 9 Emprunts et dettes assimilées

III.15. Revenus

Les revenus réalisés au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2016 s'élèvent à 41 729 238 Dinars contre 88 744 267 Dinars réalisés au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2015 et se détaillent comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 |
|--|-------------------|-------------------|
| Ventes locales des produits finis | 36 064 369 | 69 669 694 |
| Ventes locales des produits intermédiaires | 71 651 | 274 883 |
| Ristournes sur ventes locales | (1 745 029) | (9 737 085) |
| Total des ventes locales | 34 390 990 | 60 207 491 |
| Ventes à l'export des produits finis | 7 338 248 | 28 536 776 |
| Total des ventes à l'export | 7 338 248 | 28 536 776 |
| Total | 41 729 238 | 88 744 267 |

III.16. Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation s'élèvent au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2016 à 251 864 Dinars contre 1 008 660 Dinars au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2015. Le détail de cette rubrique se présente comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 |
|--|----------------|------------------|
| Assurance, participation aux bénéfices | - | 705 859 |
| Revenus des immeubles | 78 596 | 76 679 |
| Ventes des déchets | 86 466 | 133 831 |
| Quote-part des subventions d'investissement inscrite au Résultat | 11 400 | 13 365 |
| Subvention d'exploitation | - | 12 852 |
| Autres produits (assistance et autres) | 75 402 | 66 074 |
| Total | 251 864 | 1 008 660 |

III.17. Achats d'approvisionnements consommés

Les achats d'approvisionnements consommés s'élèvent au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2016 à 16 848 587 Dinars contre 53 239 751 Dinars au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2015. Le détail de ces achats se présente comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 |
|--|-------------------|-------------------|
| Achats de matières premières | 18 198 555 | 42 077 066 |
| Achats de fournitures et matières consommables | 2 220 411 | 6 191 443 |
| Achats non stockés de matières et fournitures | 2 326 974 | 5 358 177 |
| Variation de stocks des matières premières | (6 085 821) | (483 012) |
| Variation de stocks des fournitures et matières consommables | 188 468 | 96 077 |
| Total | 16 848 587 | 53 239 751 |

III.18. Charges de personnel

Les charges de personnel s'élèvent au titre de l'exercice à 24 592 862 Dinars contre 26 691 141 Dinars au titre de l'exercice 2015. Le détail de cette rubrique se présente comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Salaires et primes | 19 142 546 | 20 674 426 |
| Charges sociales | 4 555 772 | 4 973 138 |
| Cotisations au fonds social | 475 453 | 553 830 |
| Frais de cantine | 171 745 | 316 398 |
| Médecine de travail | 7 109 | 28 710 |
| Indemnités de départ à la retraite | 240 236 | 144 639 |
| Total | 24 592 862 | 26 691 141 |

III.19. Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions s'élèvent à 22 089 284 Dinars au titre de l'exercice 2016 contre 2 359 765 Dinars au titre de l'exercice 2015 et se détaillent comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 |
|--|-------------------|------------------|
| Dotations aux amortissements des immobilisations | 1 862 792 | 1 746 587 |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de participation | 2 043 627 | 553 912 |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des stocks | 200 982 | 157 511 |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des clients | 11 172 545 | - |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs courants | 4 551 477 | 57 045 |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | 2 825 478 | 614 562 |
| Reprises sur provisions pour dépréciation des stocks | (41 497) | (311 365) |
| Reprises sur provisions pour dépréciation des créances | (505 404) | (236 267) |
| Reprises sur provisions pour risques et charges | (20 715) | (222 220) |
| Total | 22 089 284 | 2 359 765 |

III.20. Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation s'élèvent à 3 736 680 Dinars au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2016 contre 5 234 182 Dinars au terme de l'exercice 2015 et se détaillent comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 |
|---|------------------|------------------|
| Frais et commissions bancaires et de factoring | 1 085 465 | 1 194 208 |
| Primes d'assurances | 1 621 335 | 1 580 050 |
| Entretiens et réparations | 118 808 | 341 196 |
| Frais de gardiennage | 11 139 | 17 480 |
| Frais postaux et de télécommunication | 111 878 | 119 581 |
| Charges locatives | 117 927 | 113 791 |
| Frais de transport sur ventes | 59 868 | 415 838 |
| Missions et réceptions | 45 218 | 83 983 |
| Publicités, publications et relations publiques | 15 935 | 276 302 |
| Impôt et taxes | 361 464 | 633 220 |
| Rémunération d'intermédiaires et honoraires | 149 362 | 198 460 |
| Formation professionnelle | 65 705 | 201 590 |
| Autres charges diverses ordinaires | (27 425) | 58 483 |
| Total | 3 736 680 | 5 234 182 |

III.21. Charges financières nettes

Les charges financières nettes s'élèvent au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2016 à 13 472 662 Dinars contre 12 096 639 Dinars au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2015. Le détail de cette rubrique se présente comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 |
|---|-------------------|-------------------|
| Intérêts de retard sur crédits d'investissement et d'exploitation | 3 433 183 | 2 802 198 |
| Intérêts sur emprunts d'investissement | 3 337 726 | 3 112 367 |
| Intérêts débiteurs des comptes courants bancaires | 2 265 679 | 2 429 387 |
| Intérêts sur crédits d'exploitation | 144 744 | 735 226 |
| Intérêts sur escomptes des effets à recevoir | 141 194 | 177 930 |
| Intérêts sur financement des exportations | 529 089 | 796 040 |
| Intérêts sur crédits de financement des stocks | 32 925 | 32 130 |
| Pénalités et intérêts de retard (fiscal, social, douane,) | 3 853 001 | 1 747 289 |
| Charges nettes sur cession de valeurs mobilières | - | - |
| Pertes et gains de change non réalisés | (151 700) | 113 130 |
| Pertes et gains de change réalisés | (102 028) | 419 399 |
| Intérêts créditeurs (des comptes courants et des prêts) | (11 150) | (268 457) |
| Total | 13 472 662 | 12 096 639 |

III.22. PRODUITS DES PLACEMENTS

Les produits de placements s'élèvent au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2016 à 10 258 Dinars contre une valeur nulle au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2015 et se détaillent comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 |
|---------------------------------------|---------------|----------|
| Intérêts sur placements à court terme | 10 258 | - |
| Total | 10 258 | - |

III.23. Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires s'élèvent au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2016 à 2 355 Dinars contre 3 005 675 Dinars au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2015 et se détaillent comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 |
|---|--------------|------------------|
| Abandon de créance par la BTK (accord de restructuration) | - | 3 000 000 |
| Autres gains sur éléments non récurrents ou exceptionnels | 2 355 | 5 675 |
| Total | 2 355 | 3 005 675 |

III.24. Autres pertes ordinaires

Les autres pertes ordinaires s'élèvent au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2016 à 293 220 Dinars contre 7 814 Dinars au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2015 et se détaillent comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 |
|--|----------------|--------------|
| Charges nettes sur cession d'immobilisations | - | 261 |
| Pertes au titre de taxations d'office CNSS | 289 497 | - |
| Contribution conjoncturelle exceptionnelle | 1 500 | - |
| Autres pertes sur éléments non récurrents ou exceptionnels | 2 223 | 7 553 |
| Total | 293 220 | 7 814 |

III.25. impôt sur les bénéfices

La charge comptabilisée par la société au titre de l'impôt sur les bénéfices correspond à celle exigible (courante) en vertu de l'application des règles de liquidation de l'impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés exigible au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016, calculé sur la base du minimum de perception, s'élève à 88 793 DT contre 149 866 DT au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015

III.26. amortissements et provisions

Le détail des amortissements et provisions ajustant le résultat net dans l'état de flux de trésorerie se présente comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 |
|------------------------------|-------------------|------------------|
| Dotations aux amortissements | 1 862 792 | 1 746 587 |
| Dotations aux provisions | 20 794 109 | 1 383 030 |
| Reprises sur provisions | (567 616) | (769 852) |
| Provisions pour IDR | 240 236 | 144 639 |
| Moins-value de cession | - | 261 |
| Total | 22 329 521 | 2 504 665 |

III.27. variation des stocks

Le détail de la variation des stocks ajustant le résultat net dans l'état de flux de trésorerie se présente comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 | Variation |
|--------------|-------------------|-------------------|------------------|
| Stocks | 29 900 991 | 36 666 698 | 6 765 706 |
| Total | 29 900 991 | 36 666 698 | 6 765 706 |

III.28. variation des créances

Le détail de la variation des créances ajustant le résultat net dans l'état de flux de trésorerie se présente comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 | Variation |
|---------------|-------------------|-------------------|------------------|
| Clients et CR | 39 856 664 | 39 286 042 | (570 622) |
| Total | 39 856 664 | 39 286 042 | (570 622) |

III.29. variation des autres actifs courants

Le détail de la variation des autres actifs courants ajustant le résultat net dans l'état de flux de trésorerie se présente comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 | Variation |
|------------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| Autres Actifs Courants | 16 546 059 | 22 908 753 | 6 362 695 |
| Total | 16 546 059 | 22 908 753 | 6 362 695 |

III. 30. variation des placements et autres actifs financiers

Le détail de la variation des placements et autres actifs financiers ajustant le résultat net dans l'état de flux de trésorerie se présente comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 | Variation |
|-------------------|------------------|----------------|--------------------|
| Placements et AAF | 1 740 649 | 114 807 | (1 625 842) |
| Total | 1 740 649 | 114 807 | (1 625 842) |

III.31. variation des fournisseurs et autres dettes

Le détail de la variation des fournisseurs et autres dettes ajustant le résultat net dans l'état de flux de trésorerie se présente comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 | Variation |
|--------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| Fournisseurs d'exploitation | 8 652 208 | 9 984 007 | (1 331 799) |
| Autres passifs courants | 71 890 480 | 62 486 554 | 9 403 926 |
| Intérêts courus | 37 257 413 | 28 423 227 | 8 834 186 |
| Dépôts et cautionnements reçus | 500 | - | 500 |
| Total | 117 800 601 | 100 893 788 | 16 906 813 |

III.32. transfert de charges

Le détail des transferts de charges figurant dans l'état de flux de trésorerie se présente comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 |
|--|----------------|----------------|
| Ecarts de conversion/Crédits | 513 041 | 25 714 |
| QP des subventions d'investissement inscrite en résultat | (11 400) | (13 365) |
| Incidence de la variation du taux de change sur les LEL | (15 392) | (15 556) |
| Total | 486 249 | (3 207) |

III.33. décaissements affectés à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles

Le détail des décaissements affectés à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles figurant dans l'état de flux de trésorerie se présente comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 |
|---|--------------------|--------------------|
| Acquisitions de l'exercice | (2 755 992) | (2 000 337) |
| Fournisseurs d'immobilisations au début de l'exercice | (425 398) | (402 291) |
| Fournisseurs d'immobilisations à la fin de l'exercice | 456 729 | 425 398 |
| Total | (2 724 661) | (1 977 230) |

III.34. encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières

Le détail des encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières figurant dans l'état de flux de trésorerie se présente comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 | Variation |
|--------------------|---------------|---------------|---------------|
| Prêts au personnel | 70 364 | 93 598 | 23 234 |
| Total | 70 364 | 93 598 | 23 234 |

III.35. encaissements provenant des emprunts

Le détail des encaissements provenant des emprunts figurant dans l'état de flux de trésorerie se présente comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 |
|---|-------------------|-------------------|
| Restructuration des emprunts bancaires non courants | - | 11 886 693 |
| Emprunts leasing | - | 231 463 |
| Financement des achats de matières premières | - | 15 000 000 |
| Financements en devises | 8 443 087 | 4 731 404 |
| Financement de stock | 350 000 | 600 000 |
| Préfinancement export | 4 288 000 | 18 788 300 |
| Lettre de crédit (impayée) | 113 704 | - |
| Total | 13 194 791 | 51 237 860 |

III.36. décaissements pour remboursement des emprunts

Le détail des décaissements pour remboursements d'emprunts figurant dans l'état de flux de trésorerie se présente comme suit

| Désignation | 2016 | 2015 |
|--|---------------------|---------------------|
| Remboursement des emprunts bancaires non courants | (2 660 778) | (17 723 885) |
| Remboursement des emprunts leasing | (82 960) | (111 157) |
| Remboursement/Financement des achats de matières premières | - | (13 311 266) |
| Remboursements/Financements en devises | (3 636 845) | (4 033 914) |
| Remboursements/Financement de stock | (350 000) | (750 000) |
| Remboursements/Préfinancement export | (6 575 500) | (18 626 800) |
| Total | (13 306 083) | (54 557 022) |

III.37. incidence de la variation du taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités

L'effet de la variation du taux de change sur les liquidités détenues ou dues en monnaies étrangères est présenté dans l'état de flux de trésorerie d'une manière séparée et s'élève au 31 décembre 2016 à 15 392 DT contre 15 556 DT au 31 décembre 2015

III.38. Trésoreries de début et de fin de période

La trésorerie à la clôture de l'exercice 2016 présente un solde créditeur de 28 199 428 Dinars contre un solde de même nature de 26 394 782 Dinars à la date de clôture de l'exercice 2015. Le détail de la trésorerie se présente comme suit

| Désignation | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|---------------------|---------------------|
| Liquidités en banques | 1 462 359 | 315 538 |
| Espèces en caisses | 2 802 | 12 985 |
| Chèques à encaisser | 731 156 | 707 220 |
| Régies d'avances et accréditifs (inférieurs à 3 mois) | - | 493 466 |
| Découverts bancaires | (30 395 745) | (27 923 991) |
| Total | (28 199 428) | (26 394 782) |

IV. Note sur le résultat par action

Le résultat par action et les données ayant servi à sa détermination, au titre des exercices clos le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2015, se présentent comme suit

| Désignation | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|-----------------|----------------|
| Résultat de l'exercice | 49 661 840 | 2 970 929 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation | 4 207 823 | 4 207 823 |
| Résultat par action | (11,802) | (0,706) |

Le résultat par action (perte par action) ainsi déterminé correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables. Il est calculé en divisant le résultat net de l'exercice par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

V. Engagements hors bilan
1- Engagements financiers

| Type d'engagement | Valeur Totale | Tiers | Entreprises liées | Associés | Provisions |
|--|-------------------|---|-------------------|------------|-------------|
| 1- Engagements donnés | | | | | |
| a) Garanties réelles | | | | | |
| • Hypothèques | | | | | |
| Hypothèque de 1 ^{er} rang et en pari passu sur la propriété sise à la zone de Ksar Saïd | 4 478 050 | BFT, ATB, UBCI, AMEN BANK, BNA, BIAT, UIB | | Attijari B | |
| Hypothèque de 1 ^{er} rang et en pari passu sur la propriété sise à Ezzaïet | 57 412 737 | BFT, ATB, UBCI, AMEN BANK, BNA, BIAT, UIB | | Attijari B | |
| Hypothèque de 1 ^{er} rang et en pari passu sur la propriété sise à Tunis (Siège social) | 9 792 000 | ATB, UBCI | | Attijari B | |
| • Nantissements | | | | | |
| Nantissement en rang utile en pari passu sur les fonds de commerce sis à Ezzaïet et à Menzel Bourguiba (Y compris les matériels et outillages) | | BFT, ATB, UBCI, AMEN BANK, BIAT et UIB | | Attijari B | |
| b) Effets escomptés et non échus | 305 484 | ATB | | | |
| TOTAL | 71 988 271 | | | | |
| 2 - Engagements reçus | | | | | |
| a) Garanties personnelles | | | | | |
| • Cautions personnelles des propriétaires | 15100 000 | | | | |
| Cauton solidaire | 1 000 000 | SPG | | | |
| Cauton solidaire | 1 500 000 | SPG | | | |
| Cauton solidaire | 3 000 000 | SPG | | | |
| Cauton solidaire | 2 000 000 | STPCI | | | (136 669) |
| Cauton solidaire | 1 200 000 | SOCOP | | | (2 110 227) |
| Cauton solidaire | 400 000 | Gros Pneus | | | (1 037) |
| Cauton solidaire | 1 000 000 | CSPD | | | (9 758) |

| | | | | | |
|--|-------------------|---------------------------------------|--|--|-------------|
| Cautions solidaire | 1 000 000 | SNP | | | (6 151 364) |
| Cautions solidaire | 1 000 000 | Béchrir Louati | | | |
| Cautions solidaire | 1 500 000 | JOMAA | | | (41 128) |
| Cautions solidaire | 500 000 | TUNICOM | | | |
| Cautions solidaire | 1 000 000 | TUNICOM | | | |
| • Cautions bancaires | 134 880 | | | | |
| Cautions définitives et cautions d'avances reçues des fournisseurs | 134 880 | Divers fournisseurs locaux | | | |
| b) Garanties réelles | | | | | |
| • Hypothèques | 3 350 000 | | | | |
| Hypothèque sur titre foncier n° 34391 | 500 000 | SOCOP | | | (2 110 227) |
| Hypothèque sur titre foncier n° 19282 | 300 000 | SOCOP | | | (2 110 227) |
| Hypothèque sur titre foncier n° 49059 | 150 000 | SPE | | | |
| Hypothèque sur une propriété sise à la Zone industrielle Charguia | 1 700 000 | STPCM | | | (1 386 092) |
| Hypothèque sur titre foncier n° 90475 | 700 000 | SNP | | | (6 151 364) |
| • Nantissements | 700 000 | | | | |
| Contrat de nantissement sur un fonds de commerce | 300 000 | SPE | | | |
| Contrat de nantissement sur un fonds de commerce | 400 000 | STPCM | | | (1 386 092) |
| TOTAL | 19 284 880 | | | | |
| 3 - Engagements réciproques | | | | | |
| • Cautions bancaires au profit de la douane | 10 584 756 | BH, BNA, ATB, BT, UIB, BFT, BIAT, STB | | | |
| • Cautions définitives sur marché TRANSTU | 54 790 | BH | | | |
| • Cautions bancaires au profit de la CNSS | 90 000 | BH | | | |
| • Cautions bancaires au profit de la SNCFT | 12 000 | BH | | | |
| TOTAL | 10 741 546 | | | | |

2- Dettes garanties par des sûretés

| Postes concernés | Montant garanti |
|------------------------------------|------------------------|
| • Emprunts d'investissement | 87 339 942 |
| STB | 17 832 418 |
| BFT | 8 223 514 |
| Attijari BANK | 5 760 158 |
| AMEN BANK | 9 974 316 |
| UIB | 4 144 000 |
| BNA | 39 383 264 |
| BIAT | 1 951 176 |
| CNSS | 71 096 |

VI. Eventualités

1- L'acte de consolidation et de restructuration de dette conclu en novembre 2014 avec la BIAT, ayant permis à la STIP de ne plus prendre en charge les intérêts de retard abandonnés par la banque s'élevant à la date de mise en place à la somme de 2 311 686 DT, prévoit une clause résolutoire stipulant qu'à défaut de paiement, à bonne date, des échéances de consolidation, la totalité de la dette initiale majorée des intérêts, frais et commissions deviendra exigible de plein droit et le contrat de consolidation devient caduc et dépourvu d'effet juridique

Au cours du 2^{ème} semestre 2016, et en raison des difficultés financières qu'elle a connues, la STIP n'a pas pu honorer certaines échéances de consolidation en principal et en intérêts Toutefois, et jusqu'à la date d'arrêté des présents états financiers, la BIAT n'a pas mis en œuvre la clause résolutoire.

2- Les actes de consolidation et de restructuration de dette conclus, depuis quelques années, avec certaines banques, ayant permis à la STIP de ne plus prendre en charge les intérêts de retard courus postérieurement à la date de mise en place desdits engagements, comportent une clause accordant à ces banques le droit de prononcer la déchéance du terme et de réclamer la totalité de la dette initiale après déduction des règlements effectués et majorée des intérêts correspondants

Au cours de l'exercice 2016, et en raison des difficultés financières qu'elle a connues, la STIP n'a pas pu honorer certaines échéances de consolidation en principal et en intérêts Toutefois, jusqu'à la date d'arrêté des présents états financiers, et à l'exception d'Attijari Bank, les autres banques concernées n'ont pas officiellement exercé le droit ci-dessus visé

Il est actuellement impossible d'anticiper la position définitive des autres banques concernées au sujet de la déchéance du terme pouvant être contractuellement prononcée et, par conséquent, aucun engagement supplémentaire au titre des intérêts de retard pouvant être supportés n'a été constaté au passif du bilan arrêté au 31 décembre 2016

VII. Informations sur les parties liées**A- Transactions avec les parties liées (autres que la rémunération des dirigeants)****a) Transactions avec la société SMTP Amine**

- La réalisation, au cours de l'exercice 2016, de ventes à la SMTP Amine pour un montant de 1 787 297 DT (correspondant à la contrevaletur de 8 497 110 MAD) La créance de la STIP envers la SMTP Amine s'élève à la date du 31/12/2016 à 69 736 862 MAD, soit 15 826 781 DT (convertie au cours de clôture)
- Le montant des ristournes à accorder sur les ventes à la SMTP Amine s'élève au 31/12/2016 à 30 352 159 MAD, soit 6 888 423 DT (converti au cours de clôture) Par ailleurs, le montant des avoirs à accorder à la SMTP au titre des pneus manquants s'élève au 31/12/2016 à 420 333 MAD, soit 95 394 DT (converti au cours de clôture)
- Le remboursement, par la SMTP Amine à la STIP, des frais de mission et de déplacement au Maroc La note de frais correspondante qui a été établie par la STIP au nom de la SMTP Amine au titre de l'exercice 2016 a porté sur 23 741 DT
- La facturation à la SMTP Amine des intérêts sur comptes courants associés débiteurs relatifs à l'exercice 2016 pour la somme HT de 59 983 DT
- La créance envers la SMTP Amine en raison des refacturations des frais de mission et de déplacement au Maroc ainsi qu'au titre des intérêts sur comptes courants associés débiteurs s'élève au 31/12/2016 à 5 429 896 MAD soit 1 224 009 DT (convertie au cours de clôture), alors que le montant de la dette à payer à la SMTP Amine au titre de l'enregistrement d'un contrat s'élève au 31/12/2016 à 357 482 MAD, soit 81 131 DT (converti au cours de clôture)

b) Transactions avec la société SOMACOP

- La réalisation, au cours de l'exercice 2016, de ventes à la société SOMACOP pour un montant (hors ristournes) de 7 205 249 DT HTVA La créance de la STIP envers la société SOMACOP s'élève à la date du 31/12/2016, compte tenu des chèques à encaisser, à la somme de 7 848 280 DT provisionnée à hauteur de 2 959 065 DT
- L'octroi de 3 ristournes trimestrielles (dite pour grossistes) à la société SOMACOP qui s'élèvent, au titre de l'exercice 2016, à la somme totale de 131 702 DT HTVA non encore servies à la date de clôture de l'exercice
- La location par la STIP à la société SOMACOP d'un local sis au 14, rue d'Italie, Tunis conformément au contrat de location du 26 décembre 1995 Le loyer facturé en 2016, à ce titre, s'est élevé à 24 353 DT HTVA
- Le détachement du personnel de la STIP chez la société SOMACOP Les rémunérations et charges sociales ainsi facturées en 2016 à la SOMACOP s'élèvent à 77 188 DT
- La facturation à la société SOMACOP des intérêts sur comptes courants associés débiteurs relatifs à l'exercice 2016 pour la somme HT de 4 724 DT

- La facturation, en 2016, pour un montant HTVA de 198 356 DT, des intérêts relatifs à la convention de compte courant associés de 4 200 000 DT alimenté en nature (pneus), rémunéré au taux fixe de 8% et constitué de 2 lots un 1er lot de 2 500 000 DT sous forme de fonds de roulement renouvelable annuellement et un 2ème lot de 1 700 000 DT qui a été déjà remboursé
- La prestation d'une d'assistance informatique et comptable à la société SOMACOP Les montants HTVA ainsi facturés par la STIP au cours de l'exercice 2016, suite à la révision de l'assistance comptable à la hausse, se sont élevés respectivement à 15 960 DT et 27 132 DT
- L'imputation, sur la société SOMACOP, de la majoration du salaire brut conventionnel mensuel de l'ancien directeur commercial de la STIP, recruté en 2015 et parti en 2016, par une prime complémentaire de 2 000 DT La somme HTVA facturée, à ce titre, par la STIP s'est élevée, en 2016, à 5 320 DT
- L'imputation, sur la société SOMACOP, de la majoration du salaire brut du directeur central de production de la STIP, à compter du 1^{er} juin 2015, par une prime forfaitaire mensuelle de 1 000 DT La somme HTVA facturée, à ce titre, par la STIP s'est élevée, en 2016, à 15 960 DT

c) Transactions avec la société SOMACOP Plus

- La location par la STIP à la SOMACOP plus d'un dépôt sis à Ksar Saïd, Tunis Le loyer facturé en 2016 à ce titre s'est élevé à 54 243 DT HTVA
- Le détachement du personnel de la STIP chez la société SOMACOP Plus Les rémunérations et charges sociales ainsi facturées en 2016 se sont élevées à 37 318 DT
- La facturation, en 2016, d'un montant de 4 788 DT relatif aux prestations d'assistance comptable fournies par la STIP à la SOMACOP Plus

d) Transactions avec la société AFRICA HOLDING

- La création d'un compte courant associé au nom de la société AFRICA HOLDING pour renflouer les fonds nécessaires aux besoins urgents de la société et productif d'intérêts au taux de 8% l'an Ce compte courant présente, au 31 décembre 2016, un solde créditeur de 2 000 000 DT Les intérêts supportés par la société, en 2016, en rémunération de ce compte s'élèvent à la somme de 17 389 DT

e) Transactions avec le nouveau PDG, M. Abdelkader Dridi

- La création d'un compte courant associé au nom de M Abdelkader Dridi pour renflouer les fonds nécessaires aux besoins urgents de la société et productif d'intérêts au taux de 8% l'an Aucune somme n'a alimenté ce compte courant en 2016 et, par conséquent, aucun intérêt n'a été supporté à ce titre
- La garantie personnelle, par M Abdelkader Dridi, à hauteur de 2 000 000 DT, d'un financement en devises de 3 700 000 DT accordé, en 2016, à la STIP par la Banque de l'Habitat en vue de débloquer les marchandises stockées au port pour non règlement des fournisseurs

B- Rémunérations des dirigeants

I- Les obligations et engagements pris par la STIP elle-même ou par une société qu'elle contrôle au profit de ses dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du code des sociétés commerciales sont constitués des rémunérations de l'ancien Président Directeur Général M Riadh Berrjeb (en fonction du 1er janvier 2016 au 7 septembre 2016) Le nouveau Président Directeur Général M Abdelkader Dridi a renoncé, compte tenu de la situation financière actuelle de la STIP, à toute rémunération ou avantage en nature au titre de ses fonctions, et ce jusqu'à nouvel ordre Les rémunérations de M Riadh Berrjeb comprennent

A- Une rémunération à la charge de la STIP comprenant

a- des avantages à court terme, décidés par les conseils d'administration du 5 mai 2014, du 19 juin 2014 et du 21 mai 2015, sous forme de salaires mensuels, de droits aux congés payés, d'avantages dont bénéficie le personnel de la société, de cotisations sociales obligatoires, et des avantages en nature suivants

- o Deux voitures de fonction,
- o Un quota de 1 000 litres de carburant par mois,
- o Une prise en charge des prestations téléphoniques

b- un autre avantage à court terme décidé par le conseil d'administration du 7 septembre 2016 sous forme d'une gratification pour fin de mission égale à 4 mois de salaires à l'instar de ses prédécesseurs

B- Une rémunération à la charge de la filiale « SOMACOP » en sa qualité de PDG de cette dernière (pour période allant du 1er janvier 2016 au 30 septembre 2016) comprenant des avantages à court terme, décidés par les conseils d'administration de la filiale du 19 mai 2014, du 22 avril 2015 et du 1er septembre 2015, sous forme d'indemnités de représentation mensuelles et d'une prise en charge, à compter du 1er septembre 2015, du loyer d'un logement de fonction

II- a- Les obligations et engagements pris par la STIP elle-même au profit de ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, se présentent comme suit (en DT)

| Eléments de la rémunération | Riadh Berrjeb | |
|-----------------------------|-----------------------|--------------------|
| | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/16 |
| Avantages à court terme | 122 367 | 40 931 |
| TOTAL | 122.367 | 40.931 |

b- Les obligations et engagements pris par la société « SOMACOP » au profit des dirigeants de la STIP, tels qu'ils ressortent des états financiers de cette filiale pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, se présentent comme suit (en DT)

| Eléments de la rémunération | Riadh Berrjeb | |
|-----------------------------|-----------------------|--------------------|
| | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/16 |
| Avantages à court terme | 15 088 | 0 |
| TOTAL | 15.088 | 0 |

VIII. Note sur les événements postérieurs à la date de clôture

Une Assemblée Générale Extraordinaire a eu lieu en date du 28 juin 2017 et a décidé, conformément aux dispositions de l'article 310 du code des sociétés commerciales, une réduction du capital à néant et une augmentation du capital en numéraire de 12 623 469 DT

Les états financiers ont été arrêtés et autorisés par le conseil d'administration pour la publication en date du 20 septembre 2017. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date

IX. Schéma des soldes intermédiaires de gestion

Le schéma des soldes intermédiaires de gestion au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2016 se présente comme suit

| Produits | | Charges | | Soldes | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|---------------------|--|---------------------|--|---------------------|--------------------|
| Revenus et autres produits d'exploitation | 41 981 102 | | | | | |
| Production stockée | | Déstockage de production | 10 533 466 | | | |
| Production immobilisée | | | | | | |
| Total | 41 981 102 | Total | 10 533 466 | * Production | 31 447 636 | 93 096 693 |
| * Production | 31 447 636 | Achats consommés | 16 848 587 | * Marge sur coût matières | 14 599 049 | 39 856 944 |
| * Marge sur coût matières | 14 599 049 | Autres charges externes | 3 375 216 | | | |
| Subventions d'exploitation | 0 | | | | | |
| Total | 14 599 049 | Total | 3 375 216 | * Valeur ajoutée brute | 11 223 833 | 35 253 982 |
| * Valeur ajoutée brute | 11 223 833 | Impôts et taxes | 361 464 | | | |
| | | Charges de personnel | 24 592 862 | | | |
| Total | 11 223 833 | Total | 24 954 326 | * Excédent (insuffisance) brut d'exploitation | (13 730 493) | 7 931 621 |
| * Excédent brut d'exploitation | (13 730 493) | * Insuffisance brute d'exploitation | | | | |
| Autres produits ordinaires | 2 355 | Autres charges ordinaires | 293 220 | | | |
| Produits financiers | 0 | Charges financières | 13 462 405 | | | |
| Transfert et reprises de charges | 0 | Dotation aux amortissements et aux provisions ordinaires | 22 089 284 | | | |
| | | Impôt sur le résultat ordinaire | 88 791 | | | |
| Total | (13 728 138) | Total | 33 933 702 | * Résultat des activités ordinaires (+ ou -) | (49 661 840) | (2 970 929) |
| * Résultat positif des activités ordinaires | | * Résultat négatif des activités ordinaires | (49 661 840) | | | |
| Gains extraordinaires | | Pertes extraordinaires | | | | |
| Effet positif des modifications comptables | | Effet négatif des modifications comptables | | | | |
| | | Impôt sur éléments extraordinaires et A.C. | | | | |
| Total | 0 | Total | (49 661 840) | * Résultat net après modifications comptables | (49 661 840) | (2 970 929) |

SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES « STIP »**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE****DU 26/10/2017.****PROJET DE RESOLUTIONS****Première résolution**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration se rapportant à l'activité de l'exercice 2016 et du rapport général des Commissaires aux Comptes, relatif à ce même exercice, approuve le rapport du Conseil d'Administration ainsi que les états financiers arrêtés au 31/12/2016.

Cette résolution soumise au vote est adoptée à la des actionnaires présents ou représentés.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes se rapportant aux états financiers individuels pour l'exercice 2016, en prend acte et approuve les conventions réglementées dans leur intégralité.

Cette résolution soumise au vote est adoptée à la des actionnaires présents ou représentés.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques « STIP » après avoir entendu la lecture du rapport des Commissaires aux Comptes relatif aux états financiers consolidés de l'exercice 2016, approuve ces états financiers tels qu'ils ont été présentés.

Cette résolution soumise au vote est adoptée à la des actionnaires présents ou représentés

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire donne aux Administrateurs quitus entier et sans réserve de leur gestion pour l'exercice 2016

Cette résolution soumise au vote est adoptée à la majorité des actionnaires présents ou représentés.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte des résultats déficitaires de l'exercice clos le 31 Décembre 2016 soit 49 661 839,549 Dinars

Elle décide leur affectation comme suit

Amortissements différés
Report déficitaire (perte 2016)

1 862 792,373 Dinars
47 799 047,176 Dinars

Cette résolution soumise au vote est adoptée à la des actionnaires présents ou représentés.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'allouer au titre de l'exercice 2016 des jetons de présence à hauteur de (.....) Dinars par séance avec un maximum de (.....) Dinars par an pour chaque Administrateur, et une rémunération similaire de (.....) dinars par réunion avec un maximum de (.....) dinars, par an, pour chaque membre du comité permanent d'audit interne.

Cette résolution soumise au vote est adoptée à la des actionnaires présents ou représentés.

Septième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de ratifier la nomination des administrateurs suivants :

- Monsieur Ali LABIEDH moyennant un mandat expirant à l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2018
- Monsieur Hafedh MAAMOURI moyennant un mandat expirant à l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2018.

Cette résolution soumise au vote est adoptée à des actionnaires présents ou représentés.

Huitième résolution :

L'Assemblée Générale approuve la décision du Conseil d'Administration de ramener la composition du conseil d'administration de la STIP à neuf administrateurs au lieu de douze tel qu'autorisé par l'article 17 des statuts

Cette résolution soumise au vote est adoptée à des actionnaires présents ou représentés.

Neuvième résolution

En application de l'Article 19 des Statuts et notamment le troisième Alinéa relatif au renouvellement du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale prend acte de la désignation par le Conseil d'Administration des Administrateurs suivants comme sortants

- Monsieur Abdelkader DRIDI
- Monsieur Nabil EL MADANI
- La STIA
- M Hédi BEN BRAHAM (représentant des petits porteurs usufruitier)

Le bureau de l'Assemblée a reçu .. candidatures pour les deux sièges objet de ce renouvellement permettant de ramener le conseil d'administration à neuf membres, et Candidatures pour le rôle de représentant des petits porteurs, usufruitier

-
-
-
-
L'opération de vote a donné les résultats suivants

-
-
-
-
Ainsi les deux sièges objet de ce renouvellement sont affectés à

1)
2)
Leur mandat prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura à statuer sur l'exercice 2019

Monsieur est désigné comme étant représentant des petits porteurs, usufruitier

De ce fait le Conseil d'Administration se trouve composé des Administrateurs suivants

- ✓ La Société AFRICA HOLDING
- ✓ L'OCT
- ✓ Monsieur Hassan ALLAYA
- ✓ Monsieur Faouzi SKHIRI
- ✓ Monsieur Mohamed Lamine BOUCHAHDA
- ✓ Monsieur Ali LABIEDH
- ✓ Monsieur Hafedh MAAMOURI
- ✓
- ✓

Mise aux voix selon les conditions de quorum et de majorité requises, cette résolution est adoptée à

Dixième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de ratifier la désignation de Monsieur Nabil ELMADANI
comme président du Comité Permanent d'audit interne et Messieurs Faouzi SKHIRI, en qualité
de membres du dit comité

Mise aux voix selon les conditions de quorum et de majorité requises, cette résolution est adoptée à

Onzième résolution

Conformément aux dispositions de l'article 31 des statuts, l'Assemblée Générale Ordinaire nomme
les Cabinets Financial Auditing & Consulting représenté par Monsieur Fadhel JAOUA & AMC Ernest & Young
représenté par Monsieur Anis LAADHAR, comme co-commissaires aux comptes de la STIP pour une période
de trois ans prenant fin à l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura à statuer sur l'exercice 2019

Cette résolution soumise au vote est adoptée à des actionnaires
présents ou représentés

Douzième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte, conformément aux dispositions des articles 192 et 209 du code des sociétés commerciales, des fonctions suivantes occupées par le Président Directeur Général et les Administrateurs de la STIP

Monsieur Abdelkader, DRIDI Président Directeur Général de la STIP

- Président Directeur Général de la SIOC
- Président Directeur Général de la tannerie AFRICA PRODUCTION
- Président Directeur Général de la SOMACOP
- Gérant de la SOMACOP Plus

Monsieur Hassan ALLAYA, administrateur

- Gérant de la société VIP-ECOENERGIE- TUNISIE
- Gérant de la société E M B E-markéting Business
- Gérant de la société SAS Sécurité Automation Systems

Monsieur Faouzi SKHIRI, administrateur

- Administrateur SOMACOP
- Membre du conseil de surveillance SMTP

Monsieur Nabil ELMADANI, administrateur

- Administrateur TUNISIE TELECOM

Mise aux voix selon les conditions de quorum et de majorité requises, cette résolution est adoptée à

Treizième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire donne au représentant légal, tout pouvoir à l'effet d'accomplir les formalités légales de publicité

Mise aux voix selon les conditions de quorum et de majorité requises, cette résolution est adoptée

à

SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES
« STIP »

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 26 OCTOBRE 2017
PROJET DE RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration décide la continuité de l'activité de l'entreprise

Cette résolution soumise au vote est adoptée à _____ des actionnaires présents ou représentés

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire approuve la décision du conseil d'administration portant amendement des statuts à l'effet de dissocier entre les fonctions de président du conseil d'administration et Directeur Général de la société

Les articles objet de ces amendements s'énoncent désormais comme suit

Article

«

»

Article

«

»

Cette résolution soumise au vote est adoptée à _____ des actionnaires présents ou représentés

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire donne au représentant légal, tout pouvoir à l'effet d'accomplir les formalités légales de publicité

Cette résolution soumise au vote est adoptée à _____ des actionnaires présents ou représentés